



Chambre des communes  
CANADA

# **Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles, des sciences et de la technologie**

---

INDU • NUMÉRO 039 • 1<sup>re</sup> SESSION • 38<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le lundi 30 mai 2005**

—  
**Président**

**M. Brent St. Denis**

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le  
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles, des sciences et de la technologie

Le lundi 30 mai 2005

• (1530)

[Traduction]

**Le président (M. Brent St. Denis (Algoma—Manitoulin—Kapuskasing, Lib.)):** Bonjour, tout le monde. Bon après-midi à tous. Je déclare ouverte la séance du lundi 30 mai du Comité permanent de l'industrie, des ressources naturelles, des sciences et de la technologie.

Nous accueillons avec plaisir aujourd'hui des représentants de la Boîte à science, de la Coalition pour l'astronomie au Canada et de la Coalition Corridor Québec-New York. Merci à vous tous de nous aider dans notre étude de la stratégie industrielle du Canada et de nous proposer des changements éventuellement, ainsi que de nous signaler ses lacunes et les améliorations possibles. Vous représentez, la plupart d'entre vous, le milieu scientifique et ceux qui voudraient faire progresser le secteur industriel du Canada. Voilà pourquoi nous sommes ravis de votre présence aujourd'hui.

Je vais vous céder la parole dans l'ordre dans lequel vous êtes inscrits à l'ordre du jour. Pour votre exposé, je vous demanderais de vous limiter à sept minutes environ. Vers la fin, je vous ferai signe si vous ne nous donnez pas l'impression d'être arrivés à votre conclusion, car nous voulons avoir le temps de vous poser des questions.

Nous remercions d'ailleurs Paul Crêtes de nous avoir suggéré vos noms.

Nous commencerons donc par Mme Manon Théberge, de la Boîte à science. Vous avez la parole.

[Français]

**Mme Manon Théberge (directrice générale, Boîte à science):** Merci, monsieur le président.

Bonjour, membres du comité. Je m'appelle Manon Théberge et je suis la directrice générale de la Boîte à science. Je vous remercie de nous accueillir aujourd'hui, car nous avons un message important à vous transmettre. Nous voulons vous parler de l'importance de miser sur l'enfance et sur l'innovation pour mieux répondre aux enjeux de l'économie du savoir, de la mondialisation et du déclin démographique que vit le Canada.

J'ai invité M. Jim Marchbank à m'accompagner, car c'est un spécialiste de renommée internationale dans le domaine des centres de sciences. De plus, il est président et chef de direction de Science Nord, à Sudbury, depuis 23 ans. M. Marchbank est également président de l'Association canadienne des centres de sciences. Il pourra donc répondre à vos questions et aller plus en profondeur sur le sujet.

Vous vous demandez peut-être ce qu'est la Boîte à science, alors, avant de commencer, je vais vous présenter brièvement l'organisme. C'est une organisation à but non lucratif qui compte 13 employés, un

conseil d'administration, un siège d'ambassadeurs et quelque 200 bénévoles.

Notre mission est d'éveiller l'intérêt chez les jeunes pour la science et la technologie. Nous offrons actuellement 96 000 heures-jeunes d'activités par année. Nous avons eu plusieurs mentions. Entre autres, nous avons été lauréat du CRSNG pour PromoScience et avons fait l'objet de plusieurs mentions de la part des chambres de commerce dans nos régions respectives, pour notre apport au développement économique.

Il est important de faire du développement économique lorsqu'on parle d'enfance et d'innovation. C'est la raison pour laquelle on nous a invités ici. Depuis 2001, nous travaillons à doter notre région d'un centre d'exploration en science et en technologie.

Vous remarquerez que Québec est la seule ville du Canada parmi les 20 premières à ne pas être dotée d'un centre de sciences, bien qu'elle soit la septième en importance. Alors, pour débiter le travail, nous avons rencontré plus de 300 personnes. Nous avons tenu des *focus groups*, visité une trentaine de centres de sciences dans le monde, dont une vingtaine au Canada, et étudié les enjeux. Nous avons établi des démarches pour le financement du projet et avons produit un plan d'affaires, un plan d'interprétation.

Nous avons constaté que les enjeux étaient beaucoup plus impressionnants que nous l'avions anticipé; c'est ce dont je veux vous parler aujourd'hui. Nous avons également découvert un réseau de 1 500 centres de sciences dans le monde et plus de 180 études qui mesurent et démontrent l'apport des centres de sciences pour notre communauté.

Il y a trois enjeux majeurs que les centres de science peuvent apporter au Canada: le savoir, l'avoir et l'être. On peut les résumer ainsi. Vous avez entendu parler du premier enjeu, celui du savoir. Il s'agit de l'économie du savoir. Le savoir est devenu un enjeu majeur, au point où la quantité de connaissances double tous les cinq ans, et l'OCDE prévoit qu'elle va doubler tous les 76 jours à partir de 2010. C'est une croissance exponentielle; il faut des humains pour la gérer. En fait, 90 p. cent des scientifiques que la terre a connus sont vivants aujourd'hui. Cela veut dire que l'humain devient la principale source de création de la richesse.

De plus, cela veut dire que tous les pays industrialisés se questionnent sur l'avenir économique de leur pays. En effet, comme les paramètres changent, de nouveaux pays capables de créer de la richesse émergent. Ce sont des pays qui n'étaient pas capables de le faire auparavant, car cela dépend des humains. Donc, le savoir est un enjeu clé pour notre avenir.

Le deuxième enjeu clé est l'avoir. L'avoir devient l'actif, et l'actif, c'est l'humain. La démographie est un problème humain. Le Conference Board of Canada prédit que d'ici 20 ans, la pénurie de main-d'oeuvre se chiffrera à près d'un million de travailleurs. Je vous donne une illustration de ce phénomène au moyen d'un exemple. À Québec, en 1996, 159 travailleurs faisaient vivre 100 personnes. En ce moment, il y a égalité. En 2011, 80 travailleurs feront vivre 100 autres personnes. Alors, il faut le double de capacité de création de richesse pour ces individus.

Comment prépare-t-on ces individus à faire face à ce changement occasionné par la démographie? Les répercussions sont déjà visibles dans nos écoles et dans le taux de diplomation qu'on y retrouve. Évidemment, une baisse des inscriptions en sciences et en technologie s'ajoute à cela.

Le troisième enjeu est l'être. D'où vient cette capacité d'innover? Le Conference Board of Canada nous dit, dans ses trois derniers rapports annuels, que la performance du Canada est faible en matière d'innovation et que cela nuit à la productivité et à la performance économique du pays. Alors, pour l'être, c'est-à-dire l'innovation, il faut des capacités humaines: la capacité d'innover, de créer, de se tromper et de recommencer.

• (1535)

D'où provient l'esprit entrepreneurial? Du goût du risque, de la fierté de donner de l'emploi. D'où naît le goût de servir sa communauté? D'où provient la capacité de s'adapter au changement et même de le souhaiter, de le rechercher? D'où vient la curiosité et le goût d'apprendre tout au long de sa vie? Cela vient de l'enfance, de l'éducation reçue, de l'adolescence, de la famille. Une fois devenu adultes, si vous êtes comme moi, vous avez probablement essayé de changer une fois de temps en temps, mais c'est un exercice très exigeant pour un adulte. C'est durant l'enfance que l'on est capable de le faire. C'est donc à ce moment qu'il faut intervenir en premier.

Si nous avons déjà commencé, nous aurions un peu plus d'avance en matière d'innovation. Il ne faut pas penser que ce sera différent pour les générations futures, d'autant plus que l'enjeu sera plus grand pour elles: il y aura moins de gens pour relever le défi. Je vous rappelle que la population active des gens âgés de 24 à 44 ans est celle qui devrait être le plus innovante. La population qui aura cet âge dans 20 ans est maintenant âgée de 5 à 24 ans. Il faut la préparer, l'outiller pour faire face aux changements. Comment? Il faut beaucoup de moyens, de stratégie et il faut que le Canada veuille en faire une priorité.

Les centres de sciences sont un des moyens éprouvés pour y arriver. Plusieurs études démontrent que les centres de sciences font en sorte que les gens participent à des activités de formation continue toute leur vie, que les attitudes changent face à la science et à la technologie, qu'on choisit des carrières dans ces secteurs, ce qui crée un lien entre les scientifiques et la population et favorise notre développement économique. Nous avons plusieurs preuves à cet effet et nous avons un réseau de centres de sciences solide dans l'ensemble du Canada. Il a cependant besoin d'être renforcé, parce que sa mission est beaucoup plus large que les moyens dont il dispose en ce moment. Des chercheurs nous disent que l'apprentissage informel, comme celui dispensé dans les centres de sciences, est la source principale des connaissances de la moitié de la population. Pour être dans la course économique, il est donc essentiel de contribuer à soutenir le développement d'une stratégie forte au niveau des centres de sciences.

Par contre, la stratégie canadienne est inexistante à cet égard. Lorsque nous avons voulu développer le financement du centre de

sciences pour Québec, nous n'avons trouvé aucun programme au Canada pour nous aider à le faire. Chaque région, chaque ville a développé à la pièce le financement du gouvernement fédéral, et c'est à refaire chaque année, une petite tranche à la fois. Toute l'énergie ainsi perdue ne permet pas la pleine expansion de cette mission des centres de sciences, qui ont pourtant un impact très important sur notre communauté. Il est donc essentiel de les soutenir. Ce constat nous a surpris.

En plus de vouloir développer le centre de sciences pour Québec, où on a besoin d'un appui de la part du gouvernement fédéral, on souhaite en même temps, compte tenu de l'ampleur des enjeux que l'on a identifiés, vous rappeler l'importance de soutenir une stratégie à la grandeur du Canada pour l'ensemble du réseau des centres de sciences, car on ne peut pas se passer des retombées qu'il entraîne: les enjeux sont trop importants et on a déjà attendu un peu trop longtemps.

Alors, je vous invite vivement à soutenir tout ce qui permettra de préparer nos générations futures et les familles actuelles qui les encadrent, afin qu'il soit possible de relever le défi de l'économie du savoir et le défi de la famille. Ce sont les familles qui vont relever le défi du manque de main-d'oeuvre pour faire vivre toute la communauté.

J'ai ici le plan d'affaires pour le projet de Québec. Malheureusement, il n'a pas encore été traduit, mais ceux que la chose intéresse pourront le consulter en détail ici. Il y a aussi un document d'accompagnement qui, compte tenu d'un léger retard dans le cyberspace, n'a pas encore été remis à la greffière, Mme Thibault, mais elle vous fera parvenir la mise à jour de ce document.

• (1540)

**Le président:** Merci, Madame Thérberge.

Ce sera maintenant au tour de

[Traduction]

Michael Jolliffe, de la Coalition pour l'astronomie au Canada.

Je voudrais signaler aux membres du comité que la présence aujourd'hui de Jim Marchbank et de Michael Jolliffe nous permet de rester très branchés sur le nord de l'Ontario.

Monsieur Jolliffe, vous avez la parole.

**M. Michael Jolliffe (vice-président, Relations gouvernementales et communications, AMEC; et coprésident (Industrie), Coalition pour l'astronomie au Canada):** C'est Gilles Joncas qui prendra la parole en premier.

**M. Gilles Joncas (professeur, Université Laval et directeur de la recherche, Centre Observatoire du mont Mégantic, Coalition pour l'astronomie au Canada):** Bon après-midi, monsieur le président, et mesdames et messieurs les membres du comité.

*Distingués membres, bonjour.*

Je suis heureux d'être ici cet après-midi, à titre de représentant de la Coalition pour l'astronomie au Canada.

[Français]

Mon nom est Gilles Joncas. Je suis professeur à l'Université Laval et je suis coauteur du Plan à long terme pour l'astronomie.

[Traduction]

Je suis accompagné aujourd'hui de Michael Jolliffe et de Gretchen Harris, qui sont tous deux coprésidents de la coalition. Michael représente l'industrie, tandis que Gretchen représente la Société canadienne d'astronomie. René Racine s'est également joint à nous : il est directeur exécutif de l'Association des universités canadiennes pour la recherche en astronomie.

Nous venons ici vous parler de la planification à long terme de l'astronomie au Canada, car nous pensons que le comité pourrait tirer des leçons de notre expérience dans le cadre de son examen de la politique industrielle du Canada.

[Français]

Il est compréhensible que vous me posiez des questions, que la connection ne soit pas évidente entre la recherche scientifique — surtout l'astronomie, une science fondamentale — et une politique industrielle. Toutefois, on peut se poser certaines questions qui font en sorte que cette connection apparaît beaucoup plus claire.

[Traduction]

La politique industrielle devrait-elle promouvoir davantage la connaissance et l'innovation auprès de la main d'oeuvre? Devrait-elle encourager la R et D? Devrait-elle créer de l'expertise internationale dans un domaine donné? Devrait-elle inciter l'industrie canadienne à cibler des marchés à créneaux dans le but d'obtenir de lucratifs contrats internationaux? À la lumière de notre expérience, dans le secteur de l'astronomie au Canada, nous pouvons répondre avec conviction que la science peut donner des résultats sur tous ces fronts.

[Français]

À la suite du dépôt du Plan à long terme pour l'astronomie, une coalition pour l'astronomie s'est formée à partir de partenaires venant de la communauté scientifique, de l'industrie et des universités. Cette union est sans précédent dans la communauté scientifique canadienne.

[Traduction]

On peut dire que le plan à long terme est la stratégie industrielle de l'astronomie pour l'avancement de la science. Pour que le plan à long terme soit un succès, tous les intervenants doivent travailler à la réalisation de leurs objectifs. En ce qui concerne les milieux universitaires, l'Association des universités canadiennes pour la recherche en astronomie, l'ACURA a été créée dans les hautes sphères de l'administration universitaire et se compose de 21 universités canadiennes offrant un programme de formation en astronomie. Elles parlent toutes d'une seule et même voix.

Nous avons également cherché à établir un partenariat avec l'industrie, étant donné qu'il nous faut la connaissance technologique pour concrétiser les projets.

[Français]

Évidemment, sans l'appui de toute la communauté astronomique, il n'y aurait pas eu de plan à long terme. C'est pourquoi nous avons eu des discussions approfondies et de longs débats pour identifier quelles étaient les priorités dont nous avions besoin pour faire une excellente poursuite de notre recherche.

[Traduction]

Pour réussir en astronomie, nous avons dû centrer nos efforts sur des projets précis et sur la structure de soutien requise, plutôt que tenter de saisir toutes les occasions qui se présentaient. Et il y en avait beaucoup.

• (1545)

[Français]

Nous sommes maintenant à mi-parcours dans l'application du Plan à long terme pour l'astronomie, et chacun des partenaires de la coalition en a retiré sa part de succès.

[Traduction]

D'abord et avant tout, les astronomes canadiens ont atteint l'excellence scientifique. Le Canada est maintenant au premier rang dans le monde en astronomie, malgré les problèmes permanents de financement, en comparaison de nos grands concurrents.

[Français]

Deuxièmement, le recrutement en astronomie dans les universités canadiennes est en pleine croissance. Depuis les débuts du Plan à long terme, le nombre d'étudiants de deuxième et de troisième cycle en astronomie a plus que doublé. Le nombre de chaires de recherche du Canada en astronomie est passé d'un à 23. De nouveaux départements d'astronomie ont été créés dans plusieurs universités.

[Traduction]

Tout cela garantit que la prochaine génération d'astronomes canadiens pourra nous garder à l'avant-garde de ce domaine.

Je vais maintenant céder la parole à notre coprésident pour l'industrie, Michael Jolliffe, qui vous parlera des bénéfices qu'en a tirés l'industrie.

**M. Michael Jolliffe:** Merci, Gilles.

L'industrie canadienne a réalisé d'énormes bénéfices de sa participation à l'astronomie. D'après KPMG, le rendement économique direct tiré par le Canada de projets d'astronomie déjà réalisés ou à venir équivaut, au moins, au double de l'investissement et au moins à huit fois l'investissement indirect. La conception, la construction et l'exploitation d'installations et d'instruments d'astronomie ont entraîné la création d'emplois pour des Canadiens. Ces marchés et l'expérience acquise à cet égard ont à leur tour permis l'acquisition de nouvelles connaissances et de nouveaux développements technologiques dont les retombées profitent au marché canadien et à notre industrie. Ainsi, depuis le milieu des années 70, mon entreprise, AMEC, a réussi à transformer une étude de 150 000 \$ en des bénéfices de plus de 300 millions de dollars de contrats en astronomie et de retombées économiques pour le Canada.

La participation du Canada au plan à long terme profite de façon semblable aux entreprises canadiennes aujourd'hui. AMEC est en effet sur le point de décrocher un marché de 100 millions de dollars pour fabriquer l'enceinte du télescope de 30 mètres. De plus, le Canada a été invité à créer deux instruments de premières lueurs. Ces plans attirent des sociétés qui n'avaient jamais participé à des projets d'astronomie auparavant. Ce sont de petites et moyennes entreprises établies d'un bout à l'autre du pays qui se sont engagées au meilleur moment pour profiter d'avantages industriels à long terme, soit au moment de la phase de conception et de recherche.

Il faut également tenir compte des retombées engendrées par ce type de travail. Les connaissances acquises en travaillant dans ces projets donnent naissance à des nouvelles possibilités commerciales dans des secteurs n'ayant guère à voir avec l'astronomie. Par exemple, AMEC a mis à profit son expérience dans la fabrication de télescopes et d'enceintes de télescopes pour devenir un chef de file mondial dans, je vous le donne en mille, le secteur des parcs d'attractions.

Du point de vue de l'industrie, que je représente, je puis confirmer que les relations dans ce secteur de l'astronomie sont vraiment extraordinaires. AMEC exploite des installations dans le monde entier qui regroupe 44 000 employés, et je ne connais aucun autre secteur où les milieux scientifiques, les universités, l'industrie et le pouvoir public travaillent si bien ensemble pour assurer le succès d'une entreprise. Ces relations font avancer la science au Canada et elles génèrent des bénéfices concrets pour nos universités et notre économie. Les investissements en astronomie soutiennent la R et D, contribuent à l'établissement d'une main d'oeuvre qualifiée et signalent au reste du monde que le Canada est sérieux quand il dit vouloir assurer un leadership scientifique. C'est en raison de ces succès que nous estimons que notre expérience peut servir de modèle pour nos stratégies industrielles fondées sur la science.

Laissez-moi aborder un instant le défi que pose en permanence notre financement.

Nous remercions vivement le gouvernement fédéral de son investissement initial dans le plan à long terme. Ce financement nous a permis de nous rendre où nous sommes aujourd'hui, avec tout le succès dont nous avons déjà parlé.

Même si nous n'avons rien obtenu dans le budget de 2005, nous avons néanmoins finalement réussi à obtenir les fonds requis pour maintenir notre participation au projet de télescope de 30 mètres. Mais comme nous n'avons pas reçu de financement pour plusieurs années, nous devons refaire du lobbying à l'automne. À vrai dire, nous avons certes un plan pour atteindre l'excellence scientifique, mais nous ne disposons pas des fonds pour le concrétiser.

Si le Canada n'investit pas dans ces projets, les entreprises canadiennes ne pourront pas avoir accès aux occasions qui s'offrent à elles. On ne saurait exagérer en disant à quel point la réputation scientifique internationale du Canada en souffrirait si nous devions nous retirer d'ententes internationales déjà conclues faute de trouver des fonds pour assurer notre participation.

Il y va de bien plus que de la simple poursuite des réalisations scientifiques. Il y va d'investissements en technologie et dans la main d'oeuvre, sur lesquelles les entreprises canadiennes peuvent miser pour se positionner dans de nouveaux domaines dignes d'intérêt qui leur permet de faire travailler des Canadiens. Si la science doit faire partie intégrante de la politique industrielle du Canada, comme nous en sommes convaincus, il faut alors créer un mécanisme qui en permette un financement adéquat.

[Français]

**M. Gilles Joncas:** Pour conclure, nous désirons présenter au comité quatre propositions. La première est la poursuite de l'excellence. Si elle est effectuée avec cohérence et de façon coordonnée, elle peut être le moteur de croissance économique et industrielle.

[Traduction]

En second lieu, l'approche du Canada relativement à la science contribuera à définir la nature de ses investissements internationaux.

En troisième lieu, définir une approche fédérale au financement des grands projets scientifiques constitue une excellente façon d'encourager davantage la R et D au Canada.

[Français]

Finalement, quand la science travaille avec le milieu universitaire et l'industrie, il y a clairement des bénéfices économiques. Le contribuable canadien a eu un retour sur son argent investi jusqu'à maintenant en astronomie, et ce, via une main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée et une industrie qui devient de plus en plus sophistiquée. L'astronomie canadienne peut servir de modèle à une stratégie industrielle qui s'appuie sur la science.

• (1550)

[Traduction]

Le plan à long terme a jeté les bases du succès à longue échéance dans le domaine de l'astronomie, ce dont continueront de profiter les universités et l'industrie canadienne.

Nous remercions le comité de nous avoir donné l'occasion de vous faire part de notre expérience, et nous espérons que vous vous joindrez à nous ce soir, au Club Rideau, dans le cadre d'une réception offerte entre 18 heures et 20 heures.

**Le président:** Merci, messieurs Joncas et Jolliffe.

Nous passons maintenant à Garry Douglas de la Coalition Corridor Québec-New York.

Je précise que l'un des grands sujets de l'heure de notre comité, c'est justement la réglementation intelligente, et je suis convaincu que les enjeux transfrontaliers seront abordés par M. Douglas.

Je vous cède la parole, monsieur Douglas.

**M. Garry Douglas (président, Chambre de commerce Plattsburgh-North Country; président, (New York) Coalition Corridor Québec-New York):** Merci, et je suis ravi d'être ici.

Je vous transmets les salutations de Plattsburgh, dans l'État de New York, qui est une des banlieues américaines de Montréal.

Ce que je dis là fait toujours rire mes amis canadiens, mais il faut reconnaître que Plattsburgh est devenu la banlieue américaine de Montréal. Ce phénomène est symptomatique d'une intégration et d'une interaction transfrontalière sans précédent dans notre histoire, et il doit clairement s'intégrer dans le développement de toute stratégie industrielle canadienne, pour avoir quelque chance de réussir. Autrement dit, je me présente à vous aujourd'hui comme un des meilleurs amis du Canada, car ce qui est bon pour vous l'est aussi pour nous. Ce qui est bon pour Montréal et le Canada est bon aussi pour Plattsburgh.

Je ne me présente donc pas à vous comme un visiteur américain au Canada, mais comme quelqu'un qui partage très directement les résultats de votre économie. Je crois que c'est à ce titre qu'on m'a invité ici, pour vous relater l'expérience du travail effectué par la Coalition Corridor Québec-New York et vous faire part de nos efforts déployés en vue d'élaborer une stratégie industrielle convaincante pour le Canada.

J'ai déjà fait parvenir au comité un mémoire accompagné d'un exemplaire de l'Accord sur le Corridor Québec-New York signé par notre chambre de commerce à nous et celle du Québec en 2001. Cet accord proposait un programme de travail très ambitieux, visant à édifier ce que nous considérons à l'époque et encore plus aujourd'hui comme étant une région économique binationale en émergence, partant de Montréal et se rendant jusqu'à la ville de New York, mais dont les effets se feraient sentir bien plus au nord et plus au sud. Or, cet accord s'est transformé officiellement en un partenariat public-privé dès 2002, l'année où les gouvernements du Québec et de l'État de New York ont associé leur milieu des affaires respectif dans ce projet. Et depuis cette date, nous avons connu des réussites remarquables.

Je ne voudrais pas répéter ce qui se trouve dans mon mémoire et dans les documents que j'ai envoyés au comité, et dans lequel se trouve l'accord sur le corridor, et c'est pourquoi j'aimerais consacrer les quelques minutes que j'ai à ma disposition pour vous exposer ce qui me semble être les leçons que nous pouvons tirer de nos efforts et qui pourraient être d'intérêt pour les travaux du comité; j'aimerais également vous faire part de mes impressions et vous proposer des recommandations.

D'abord, il nous faut reconnaître le réaligement historique qui est en cours. À l'échelle du monde, les pays se réalignent massivement, à une échelle rarement constatée dans l'histoire de l'humanité. Il n'y a plus de commerce d'une nation à l'autre. D'ailleurs, chaque fois que j'entends parler de la relation entre le Canada et les États-Unis en termes vieillissés d'échanges commerciaux, je fais la grimace : nous ne sommes tout de même pas la Bulgarie et la Thaïlande qui se renvoient des ballots l'une l'autre. Nos économies sont à ce point entrelacées qu'il ne s'agit pas de compter les boîtes ni de quantifier les biens qui traversent la frontière. Au contraire, nous devons nous considérer comme un seul et même phénomène économique, et il nous faut une nouvelle langue pour le décrire. Comme nous n'avons pas encore cette nouvelle langue, nous avons l'habitude de décrire ce phénomène avec les anciens paradigmes.

Il ne s'agit pas ici de commerce entre deux nations mais plutôt entre deux blocs. Or, nous devons décider déjà si ce phénomène sera une réussite ou pas. L'Europe nous devance de loin malgré le recul qu'elle a subi hier lors du vote : elle nous devance de très loin dans cette nouvelle dynamique qui voit un continent faire tomber les frontières entre les pays et miser sur le pouvoir multiple de toutes ses nations, en vue de pouvoir faire face à la concurrence comme il se doit. Or, nos concurrents, ce ne sont ni vous ni nous, mais l'Asie, et il faut nous y préparer.

Il faut mener plus loin ce qu'a entamé l'ALENA. L'ALENA n'a fait que concrétiser ce que le monde des affaires avait décidé de faire déjà depuis longtemps, sans l'aide des gouvernements. Ce ne sont pas les gouvernements qui ont permis à l'intégration de l'Amérique du Nord de survenir; les gouvernements n'ont fait que se rendre à l'évidence, parce que les résultats y étaient, et ils ont décidé de faire tomber les derniers obstacles.

Le réaligement entre les blocs est tel que, d'un côté, on a l'Amérique du Nord et de l'autre, on a l'Asie dominée de plus en plus par la Chine—et l'Inde suit juste derrière—et aussi l'Europe. L'Amérique du Nord bougera par saccades, au gré de la volonté politique des prochaines décennies, pour former le bloc de l'hémisphère ouest. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, et peut-être même pas au cours de notre vie à nous, mais c'est un mouvement inévitable, car c'est le seul qui nous permettra de faire face à la concurrence.

À l'intérieur de ce bloc s'inscrivent des mégaports tels que Montréal et Vancouver, qui ne sont plus des ports canadiens mais sont devenus des ports nord-américains. Autrement dit, on comptera moins de grands ports, et ces mégaports assureront le commerce d'un bloc à l'autre plutôt que d'un pays à l'autre.

Ce dont nous sommes intimement convaincus, c'est que la prospérité ne survient que là où les biens circulent. Par conséquent, vous voudrez être de ceux qui font circuler les biens. Vous voudrez être l'endroit où les biens se déplacent rapidement, efficacement et avec flexibilité, puisque, d'un point de vue logistique, c'est là où se développera la prospérité, et particulièrement dans une dynamique planétaire.

• (1555)

En Amérique du Nord, ce réaligement fondamental a favorisé la création de corridors conçus d'abord pour les besoins du transport et des nouveaux réalignements affectant les circuits routiers, ferroviaires et aériens. Or, l'histoire nous enseigne qu'une voie de transport primordiale mène inévitablement à la naissance d'une région économique commune. C'est cela qui explique l'émergence de nouvelles régions économiques binationales, dont une demi-douzaine sont en pleine expansion entre le Canada et des États-Unis. À notre avis, le corridor Québec-New York est l'un des plus dynamiques, en raison de sa situation et de ce qu'il rattache, et il est donc riche d'enseignements et d'exemples.

Une stratégie industrielle, quelque qu'elle soit, doit donc reconnaître ce fait, et même l'accueillir. Il vaut d'ailleurs mieux le faire, car il sera impossible de changer la donne. Il importe donc d'accepter la situation et de concevoir une stratégie d'adaptation à l'intégration en cours, tant à l'échelle du pays qu'aux échelles continentale et internationale.

En deuxième lieu, ainsi que je le disais précédemment, il faut savoir qui sont nos concurrents. Et bien, ce sont la Chine et l'Europe. Pourquoi l'Europe a-t-elle un excédent commercial par rapport à la Chine et pas nous? Ça me paraît très clair : l'Europe réunit ses talents afin de faire une concurrence plus vive. Notre seul espoir, en Amérique du Nord, en fait... et ici, je rejoins les propos tenus plus tôt au sujet de la main d'oeuvre, du talent et de la créativité, et du souci de trouver tout cela. Si nous continuons à agir isolément en Amérique du Nord, pays par pays, nous allons échouer. Nos enfants et nos petits-enfants ne seront pas de taille à concurrencer l'Asie et ils ne bénéficieront pas d'un niveau de vie en constante amélioration, comme nous l'avons toujours voulu. En revanche, ensemble, nous pourrions réussir, et il faut donc que nous favorisions l'intégration, de manière à tirer le maximum de nos talents, de notre imagination et de notre productivité à l'échelle continentale, et à terme, de l'hémisphère. Autrement, nous nous condamnons à l'échec.

Troisièmement, à moyen terme, nous devons appuyer des initiatives telles que le tout nouveau Partenariat pour la sécurité et la prospérité en Amérique du Nord, le genre de mesures qui iront encore plus loin que le poussiéreux ALENA et qui tiendront compte de l'évolution des choses. Ainsi, par exemple, l'administration s'est enfin engagée à réduire certains des obstacles réglementaires au commerce, ces petites sources de friction qui nécessitent des mesures bilatérales, fondées sur le dialogue et le sens commun, mais qui ne nécessitent pas la réouverture d'un traité. C'est important.

Nous devons accueillir et favoriser la collaboration technologique binationale. Cela a d'ailleurs été une pièce maîtresse de la coalition Québec-New York. Nous avons ainsi facilité de nouvelles collaborations dans les secteurs des matières nanotechnologies et d'autres aussi. Nous n'étions même pas au courant de l'existence de nos pendants de l'autre côté de la frontière avant cette intégration. Quelqu'un doit donc faciliter cela, le faire naître.

Au sujet de la frontière, il faut reconnaître toutefois les progrès déjà accomplis, surtout depuis le 11 septembre 2001, comme par exemple la mise en oeuvre de la Déclaration sur la frontière intelligente en 30 points. Le Canada a certainement respecté ses engagements à cet égard. Cela dit, à notre avis, cela ne suffit pas. Si 82 p. 100 de vos exportations sont destinées à un seul client et si vos liens avec lui, votre accès à ses biens et services sont tributaires d'à peine une demi-douzaine de ponts et de routes, et que tout ce qui se passe de l'autre côté de la frontière échappe à votre volonté, je me demande si les engagements du Canada sont vraiment sérieux. Les sommes affectées aux frontières sont-elles suffisantes? A-t-on doté suffisamment de postes? À mon avis, non, surtout dans le corridor Québec-New York, où c'est d'ailleurs visible.

Ici, par rapport à la situation au Canada, il faut concevoir un nouveau plan d'ensemble général englobant tous les postes frontaliers, et qui tiendra compte non pas de la situation actuelle, mais de celle qui naîtrait de cette nouvelle vision des choses. On posera des questions sur les installations nécessaires, le niveau de dotation, les technologies utilisées et les services à la clientèle. Comment devraient être ces points d'accès? Il est impératif qu'ils fonctionnent et qu'ils fonctionnent bien pour que l'économie industrielle du Canada soit florissante. Nous aimerions proposer que le poste frontière de Lacolle fasse l'objet d'un projet pilote par rapport à cela, et qu'il soit conçu non pas par les seuls ministères, mais en véritable collaboration avec les parties prenantes, les clients qui empruntent ces points d'entrée des deux côtés de la frontière.

Le Canada doit également soutenir davantage les organismes comme le Bureau du commerce de Montréal et la Fédération québécoise des chambres de commerce, et d'autres qui s'activent dans le milieu des affaires, afin d'encourager le respect des règlements américains à la frontière et la participation des programmes comme le Système de contrôle d'identité informatisée. Ces règlements ne vous plaisent peut-être pas, ils agacent sans doute le milieu des affaires au Canada, mais ils sont incontournables. Ils existent et il faut qu'ils fonctionnent bien. Et s'il faut donner davantage de soutien, y compris du soutien technique aux entreprises canadiennes pour qu'elles s'y conforment, alors il faut le faire de façon plus poussée qu'à l'heure actuelle.

• (1600)

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Douglas.

Nous avons entendu trois témoins très éloquents qui représentent trois secteurs uniques de notre économie.

Avant de laisser la parole à Michael, très brièvement, j'aimerais poser une question à Brian Masse et à Andy Savoy. Vous représentez tous les deux des circonscriptions frontalières; j'aimerais savoir si chez vous, on a mis sur pieds des organismes transfrontaliers qui réuniraient, par exemple, Windsor et Détroit, et dans votre cas, le Québec et le Maine?

Donnons la parole d'abord à Brian.

**M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD):** Non, il n'y en a pas. Il existe bien des groupes d'intérêts que cette question préoccupe, mais aucun organisme de coordination ni organisme public comme une régie ou une commission. On en trouve ailleurs en Ontario, pas chez

nous. Ce sont donc des particuliers et des groupes d'intérêts privés qui s'occupent des questions frontalières.

**Le président:** Andy, qu'en est-il chez-vous?

**M. Andy Savoy (Tobique—Mactaquac, Lib.):** J'ai réuni des membres du Congrès du Maine et des gens de divers secteurs industriels, de l'agriculture, de l'exploitation forestière, du transport et du commerce au détail. Nous avons tenu des réunions sur le sujet, mais il n'existe pas d'organisation en tant que telle. Il s'agit plutôt de réunions officieuses où nous discutons de nos besoins et d'autres questions au fur et à mesure qu'ils surviennent. Nous avons collaboré avec les divers ministères et organismes des deux pays, surtout avec ceux qui sont chargés des questions relatives aux frontières, comme l'Agence des services frontaliers du Canada et son équivalent américain.

**Le président:** C'est très intéressant.

Encore une fois, merci à Paul Crête d'avoir proposé les témoins que nous entendons aujourd'hui.

Brian, la parole est à vous.

**M. Brian Masse:** Juste un éclaircissement. Il existe tout de même un comité binational qui participe à une étude à long terme avec la province, le gouvernement fédéral, le gouvernement de l'État du Michigan et le gouvernement fédéral américain. C'est le seul exemple d'un lien de gouvernement à gouvernement...

**Le président:** Je vous remercie, Brian.

Michael, la parole est à vous.

**M. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC):** Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à la Coalition pour l'astronomie au Canada. Elle s'écarte un peu de notre discussion, mais me paraît tout de même pertinente.

Je vis dans le sud-ouest de l'Ontario, dans la région du comté de Wellington. Je crois que Mme Harris, elle, habite probablement la région de Waterloo. Au cours des 15 dernières années, j'ai remarqué une augmentation considérable de la pollution causée par la lumière terrestre dans les ciels nocturnes. Je n'ignore pas que cela préoccupe les astronomes, mais je ne sais pas si ce sont surtout les amateurs que le phénomène dérange plutôt que les professionnels. Rappelons aussi, par rapport aux objectifs du protocole de Kyoto, que toute cette énergie lumineuse est du gaspillage. Enfin, je suppose qu'elle nuit aussi à vos activités.

J'aimerais simplement que vous nous disiez ce que vous faites pour remédier au problème.

**Mme Gretchen Harris (co-présidente, Société canadienne d'astronomie et professeure agrégée, Université de Waterloo, Coalition pour l'astronomie au Canada):** Vous avez tout à fait raison, la pollution lumineuse sévit gravement dans le monde entier. Dans le sud-ouest de l'Ontario, il est très difficile de faire de l'astronomie de manière professionnelle. Il existe à peine quelques petites installations encore en état de fonctionner.

Dans la circonscription de Michael Jolliffe, Richmond Hill, on a cependant déployé beaucoup d'efforts pour endiguer ce phénomène. On tient à garder les astronomes là-bas, parce qu'on y trouve un important observatoire et que ce dernier génère des retombées économiques non négligeables. Par conséquent, pour diverses raisons, dont la pollution lumineuse, les installations sont situées là où la lumière terrestre n'est pas trop nuisible, et on entretient de bons rapports avec les collectivité avoisinantes afin de contrôler les émissions lumineuses.



Vous ne le savez peut-être pas, mais le même problème est causé par les ondes radioélectriques, et nous nous en occupons beaucoup aussi. Nous ne croyons pas que nous puissions renverser la tendance mondiale, mais nous nous efforçons tout de même de préserver certains petits espaces.

•(1605)

[Français]

**M. Gilles Joncas:** Je vais continuer en parlant de ce qui se passe au Québec.

L'observatoire du Mont-Mégantic, situé dans la région de Sherbrooke, est un instrument qui sert beaucoup à la recherche professionnelle faite par les étudiants des deuxième et troisième cycles et des chercheurs du Québec.

Je peux vous dire que nous sommes en train de monter un dossier en collaboration avec Hydro-Québec, dans le cadre de son programme de sauvegarde énergétique, afin de pouvoir fournir, dans une zone située près de l'observatoire, des luminaires grâce auxquels un minimum de lumière sera envoyée vers le ciel, ce qui minimisera l'impact préjudiciable de la pollution lumineuse sur les observations astronomiques près de l'observatoire.

[Traduction]

**Le président:** Avant de laisser la parole à Brad, je précise que l'île Manitoulin s'affiche comme sanctuaire de ciel nocturne, et il y a beaucoup d'espace là-bas pour y construire des observatoires.

**Une voix:** Est-ce qu'on y voit des étoiles brillantes?

**Le président:** Le ciel y est très beau. Entre parenthèses, il se trouve dans ma circonscription.

Brad.

**M. Bradley Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC):** Eh bien, puisqu'on lui permet de faire de la réclame publicitaire, ma circonscription en Saskatchewan est belle et remarquable. Le campus de l'Université de la Saskatchewan n'est pas très loin. Le synchrotron n'est peut-être pas idéal en tant que source lumineuse, mais nous pouvons composer avec lui.

Pour revenir aux choses sérieuses, je vais poser la question à M. Douglas. Nous sommes en train de nous partager la tâche ici.

Monsieur Douglas, en parcourant votre curriculum vitae, j'ai remarqué que pendant 14 ans, vous avez été l'adjoint administratif du membre républicain du Congrès pour l'État de New York, monsieur Gerald Solomon. Je suppose donc que vous avez certaines connaissances sur ce qui suit, tout au moins je l'espère. J'aimerais que vous nous disiez si nos voisins américains sont au courant des importants enjeux qui intéressent le Canada et les États-Unis. J'entends par là les gens des différents ordres de gouvernement, car vous avez oeuvré à divers niveaux, au Congrès, mais aussi dans l'administration d'État et dans les administrations municipales. Tous les ordres de gouvernement ont une influence quelconque.

Donc, premièrement, pouvez-vous nous donner une réponse générale, après quoi nous essaierons d'obtenir des renseignements plus précis. Je me doute fort bien que le gouverneur Pawlenty du Minnesota n'a pas la même conception de ces enjeux que le gouverneur Perry du Texas, mais en général, sur le plan politique, qu'est-ce que les Américains connaissent de la question?

**M. Garry Douglas:** À peu près rien. Il s'agit d'un petit oignon à quelques pelures.

Dans les régions frontalières comme celles de Plattsburgh, qu'il s'agisse du public, des médias ou des élus, les gens sont tout à fait au courant. La plupart des habitants sont d'ailleurs mariés à des gens de

l'autre pays, et nos collectivités sont tout à fait intégrées. Ainsi, ma femme est de Montréal. Mon enfant de quatre ans a la double nationalité. Les gens sont donc très au courant. Aussi, dans les mêmes régions limitrophes, les membres du Congrès, les élus des États frontaliers sont eux aussi très au fait de ces réalités. C'est quand on s'éloigne des frontières que les connaissances diminuent. Dans l'État voisin, elles diminuent d'au moins 50 p. 100, et dans les États encore plus au sud, les gens n'en savent à peu près rien. Cela signifie donc que parmi les 435 membres du Congrès, il n'y en a pas beaucoup qui connaissent la question.

C'est donc très problématique, particulièrement pour nous et nos membres du Congrès et nos sénateurs des États frontaliers. Nous avons de la difficulté à être efficaces à Washington compte tenu des très faibles connaissances de la classe politique à ce sujet.

**M. Bradley Trost:** Attirer l'attention peut cependant parfois entraîner aussi son lot de problèmes. Ainsi, par exemple, l'Irak a eu plus que sa part d'attention des États-Unis, attention assez peu positive. Ou bien, cela a été...

**M. Garry Douglas:** Toutefois, quand certains événements surviennent qui risquent de créer certaines perceptions ou réactions négatives parmi la gent politique américaine, ou même dans la population américaine en générale, ils peuvent réellement fausser le jeu, ce qui serait un grave problème, si les relations positives et les partenariats entre nos deux pays ne sont pas suffisamment bien compris pour contrer cet effet.

**M. Bradley Trost:** Cela joue dans les deux sens.

Compte tenu de votre expérience, quelle mesure recommanderiez-vous plus particulièrement pour sensibiliser l'opinion publique? Je dirais qu'au Canada nous connaissons beaucoup mieux les États-Unis et leur système politique... On a beaucoup parlé de la crise de la vache folle. Je crois savoir que chez nos voisins du Sud, il en a été très peu question sauf pour les campagnes de lobbying de R-CALF, la fermeture d'une usine de transformation d'un district ou autre chose du genre.

Compte tenu de votre expérience, quelle mesure recommanderiez-vous au gouvernement canadien? Que peuvent faire les députés à titre individuel? Vous êtes vous-même Américain; qu'est-ce que je peux faire pour défendre nos intérêts auprès de la population de la Pennsylvanie, par exemple? Le gouverneur Murkowski est venu ici, soit, mais si nous voulons diffuser notre message plus largement...

•(1610)

**M. Garry Douglas:** Il a certainement été question au cours de la dernière année d'accroître la visibilité du Canada. Plusieurs nouveaux consulats ouvriront leur porte. Plusieurs bureaux s'ouvriront. Je crois savoir que les consulats canadiens aux États-Unis ont obtenu des ressources additionnelles pour mener ce genre de campagnes de sensibilisation et de liaison, et c'est une bonne chose. Toutefois, les consulats ne suffisent pas à la tâche. Ils n'ont qu'un accès limité aux citoyens moyens.

Les efforts les plus fructueux ne résultent pas, bien franchement, des contacts entre le Canada et les États-Unis au niveau fédéral, et c'est le cas depuis au moins 15 ans. Les efforts les plus fructueux se sont faits entre les États et les provinces ou entre les collectivités, comme ce qui se fait entre le Québec et l'État de New York. Il y a aussi d'autres exemples où les États et les provinces ont décidé de travailler ensemble et font des choses très novatrices. Ils vont plus loin que l'ALENA et tentent, dans la limite de leurs compétences respectives, de nouer de nouveaux genres de partenariats, souvent avec peu ou pas de soutien du gouvernement fédéral des deux pays.

J'estime qu'Ottawa devrait faire davantage pour harnacher l'influence de ses organisations, de ses initiatives sur le terrain afin d'accroître la sensibilisation à la base. Ce serait la façon la plus efficace d'intervenir, c'est-à-dire de soutenir par tous les moyens possibles ces laboratoires, pour ainsi dire, à la frontière et dans les régions des corridors, s'y associer et en assurer le succès. Tous ces gens seront autant d'ambassadeurs.

Je vais vous donner un exemple. Nous faisons du lobbying à Washington tous les 60 jours. Quand je vais à Washington tous les 60 jours pour rencontrer la sénatrice Clinton et le sénateur Schumer et certains des membres de la Chambre des représentants, entre autres, je me fais accompagner de représentants du gouvernement du Québec. Le délégué général du Québec à New York m'a accompagné à Washington pour assister à ces réunions. Le consul général du Canada à Buffalo m'a aussi accompagné. Je crois que les efforts menés par les organisations de la base pourraient nous donner de l'autre côté de la frontière un accès que ne peuvent avoir les Canadiens agissant à titre individuel. Il faut que vous soyez accompagné d'Américains lorsque vous rencontrez les membres du Congrès et les sénateurs pour qu'ils comprennent que ces gens sont nos amis, qu'ils sont là à nos côtés pour leur porter un message commun.

Je pense que tout effort en ce sens serait susceptible de donner des résultats.

**M. Bradley Trost:** Me reste-t-il du temps?

**Le président:** Je vais vous donner le temps de conclure, si vous le voulez, ou je peux vous inscrire au prochain tour.

**M. Bradley Trost:** Inscrivez-moi pour le prochain tour. J'ai des questions à poser qui prendront plus de temps.

**Le président:** D'accord.

Monsieur Crête.

[Français]

**M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je veux vous remercier de la qualité de vos témoignages, car il est important que nous ayons de telles visions de la stratégie industrielle, des visions qui sont en périphérie de l'action économique à court terme. Je pense que vous soulevez des choses intéressantes à cet égard. Je vais d'abord poser trois questions, une à chacun des groupes, et vous pourrez ensuite y répondre dans le même ordre.

La première question s'adresse à Mme Thérberge et à M. Marchbank, de la Boîte à science. Vous avez mentionné qu'il n'existe pas de programme au gouvernement fédéral pour permettre le développement de ces centres. Pourriez-vous nous dire quel type de programme vous souhaiteriez qu'il y ait? Quel ministère devrait, selon vous, en être responsable? J'aimerais voir un peu mieux le cadre qui devrait être développé pour permettre de répondre à une telle demande, surtout lorsqu'elle provient d'une région qui n'est pas

desservie actuellement. J'aimerais voir comment cela pourrait fonctionner.

Ma deuxième question s'adresse aux gens de la Coalition pour l'astronomie au Canada. La question du financement pluriannuel m'intéresse beaucoup. J'aimerais que vous nous disiez quelles sont les conséquences de devoir faire des démarches pour obtenir de l'argent chaque année, plutôt que d'avoir accès à un programme sur trois ans ou sur cinq ans qui vous donnerait au moins un cadre général. J'aimerais que vous développiez cette question.

Monsieur Douglas, votre témoignage dépasse ce que j'avais envisagé. Je trouve cela encore plus intéressant. J'aimerais que vous nous parliez un peu plus des infrastructures développées par le gouvernement américain à la frontière américaine, à Plattsburgh, par opposition à ce qu'on n'a pas développé de l'autre côté. N'a-t-on pas là une espèce de déficit important en matière de communications du côté canadien?

Les participants peuvent répondre à mes questions dans cet ordre.

• (1615)

[Traduction]

**Le président:** Nous allons commencer avec Jim.

Monsieur Marchbank, voulez-vous dire quelques mots?

**M. Jim Marchbank (directeur général, Science Nord - Sudbury, Boîte à science):** Oui, je pourrais peut-être répondre aux questions concernant les centres scientifiques. Les centres scientifiques ont de temps à autre accès à certains programmes fédéraux. Dans mon cas, par exemple, nous avons pu obtenir le soutien de FedNor. Nous avons aussi obtenu le soutien de DRHC. Nous avons aussi obtenu du soutien dans le cadre d'un programme de Patrimoine Canada, Espaces culturels, mais c'est toujours une aide ponctuelle. Chacun de nous doit essayer de satisfaire aux critères d'admissibilité de ces programmes.

Il n'existe pas dans ce pays de programme fédéral de soutien aux centres des sciences. Il faudrait créer un programme qui soutiendrait les centres des sciences qui sont habituellement créés dans les collectivités par des bénévoles, ce que Manon cherche à faire à Québec. Il faudrait un programme dont les subventions complèteraient l'aide obtenue d'autres sources afin de soutenir les programmes offerts par les centres des sciences.

Le Canada est sans doute le seul grand pays industrialisé—du moins pour ce qui est des fédérations—qui n'a pas un tel programme. Les Australiens ont un programme appelé Qwestacon, rattaché au National Science and Technology Centre, auquel participe six États australiens. L'Union européenne a un programme très complet auquel participe une association européenne de centres des sciences. Les États-Unis, par l'entremise de la National Science Foundation, versent plus de 60 millions de dollars US par année à des projets informels d'apprentissage en sciences aux États-Unis et le gros de ces fonds est versé à des centres des sciences. Ces efforts visent à favoriser l'apprentissage informel des sciences.

C'est ce que nous offrons: un apprentissage informel en sciences. Nous ne faisons pas concurrence au système scolaire, mais nous le complétons. Comme l'a dit Manon dans son exposé, notre but est de développer chez les enfants tout particulièrement, chez les enfants et leurs familles, un goût pour les sciences. Nous offrons d'autres services selon les groupes démographiques et nous offrons des services aux touristes. Toutefois, dans le contexte d'une stratégie industrielle, nous constatons que le gouvernement fédéral a injecté des milliards de dollars dans la recherche et les universités, et à juste titre, mais que très peu de ces fonds visent en réalité à accroître le nombre de personnes qui choisiront de poursuivre des études ou une carrière en sciences.

Le choix des études et de la carrière se fait bien avant que l'on entre à l'université. Si nous voulons au Canada pouvoir continuer de générer de la recherche, d'avoir une économie dynamique et innovante et une très bonne qualité de vie, alors nous devons inciter un plus grand nombre de personnes à poursuivre des études et à faire carrière dans les domaines de la science et de la technologie. Nous croyons que les centres des sciences ont un grand rôle à jouer à cet égard.

Quant à la question sur le ciblage, nous croyons qu'un tel programme devrait relever d'Industrie Canada, mais nous sommes prêts à accepter qu'il soit administré par un autre ministère du gouvernement fédéral. Nous croyons tout simplement qu'il doit y avoir un tel programme. Il n'y en a aucun au Canada à l'heure actuelle.

**Le président:** Très bien dit, comme d'habitude.

Le professeur Joncas ou M. Jolliffe peuvent répondre à la deuxième question de Paul.

**M. Gilles Joncas:** M. Jolliffe donnera un début de réponse puis je prendrai la relève.

**M. Michael Jolliffe:** Le secteur canadien de l'astronomie, classé au premier rang mondial, est maintenant victime de son propre succès. Il est bien entendu qu'il serait préférable que ces projets puissent compter sur un financement à long terme. Il s'agit de grands projets internationaux d'une valeur avoisinant un milliard de dollars chacun. La seule façon de mener ces projets à bien et de faire en sorte que le Canada puisse y jouer un rôle de leadership c'est de leur assurer un financement à long terme. Malheureusement, le mécanisme de financement ressemble au jeu Twister où de vous devez vous pencher pour rejoindre tel ou tel cercle de couleur. Aucun des éléments du programme de financement ne répond pas aux besoins de planification à long terme et ne favorise pas la participation à de grands projets internationaux.

L'autre problème tient au fait que le financement n'est pas en phase avec les mécanismes de nos principaux partenaires internationaux. Chaque programme comporte des exigences différentes en matière de demande, d'examen et de durée. Aucun de ces programmes ne permet réellement au Canada de participer au projet des centres d'astronomie.

Depuis cinq ans, quand nous nous adressons au gouvernement pour obtenir du financement, nous recommandons l'instauration d'un cycle de financement de trois ans ou de cinq ans qui serait plus prévisible et qui nous aiderait à mieux négocier avec nos partenaires internationaux. Quant aux projets en partenariat avec le secteur privé, un tel mécanisme de financement permettrait de rassurer les entreprises à l'effet que leurs contrats ne disparaîtraient pas parce que le financement du gouvernement canadien a été retiré.

• (1620)

**Le président:** Merci.

Monsieur Crête.

[Français]

**M. Paul Crête:** Y a-t-il d'autres pays qui ont présentement des programmes pluriannuels?

**M. René Racine (professeur émérite, Université de Montréal, directeur, Association of Canadian Universities for Research in Astronomy, Coalition canadienne pour l'astronomie):**

À la fin des années 1960, l'Europe a formé ce qu'on appelle l'Observatoire européen austral, le ESO. Les infrastructures sont au Chili. Cet ESO est une structure qui est maintenant financée sur une base continue par le gouvernement européen. Onze pays y contribuent. Cela assure une pérennité, une stabilité de financement et de planification. Les Européens sont d'ailleurs très fiers du succès qu'ils ont obtenu parce que, depuis deux ans, ils possèdent le télescope ou l'observatoire le plus puissant du monde et ils peuvent s'en vanter. C'est au prix de la mise sur pied de ces infrastructures qu'ils ont pu dépasser les autres nations qui étaient peut-être un peu moins coordonnées.

Bien sûr, au Canada, on cherche à s'associer avec d'autres partenaires, en particulier avec les Américains, dans plusieurs cas. Il y a un excellent partenariat industriel et scientifique entre le Canada et les États-Unis en astronomie. Cela permet de participer avec ces gens à des organismes subventionnés par le National Science Foundation ou par des organismes australiens ou autres. Cela nous permet de nous joindre à eux et d'être capables de les suivre et même, dans certains cas — comme dans le cas du télescope de 30 mètres qui constitue l'une des priorités à l'heure actuelle —, d'être un des leaders dans de grands projets.

C'est une longue réponse à votre question, monsieur Crête, mais la réponse est oui. L'Europe est un bon exemple. Il faut aussi mentionner le Japon, bien qu'il soit moins avancé. En fait, nous souffrons d'un problème de logistique, de planification et d'efficacité, en fin de compte.

[Traduction]

**Le président:** Merci, monsieur Racine.

Nous passons maintenant à M. Douglas. L'une des questions vous était adressée.

Puis, madame Thériault, je vous redonnerai la parole pour un instant. Je crois que vous voulez ajouter quelque chose à ce qu'a dit M. Marchbank.

Monsieur Douglas.

**M. Garry Douglas:** Le poste frontière de Champlain-Lacolle est certainement l'un des six principaux points de passage entre le Canada et les États-Unis, selon que vous comptez le nombre de camions, le volume de marchandise ou la valeur des marchandises—la liste peut être remaniée quelque peu. Selon une estimation axée sur la valeur des marchandises, ce poste frontière arrive au quatrième rang. Cela dit, ces dernières années, c'est un point de passage qui a été négligé par les deux gouvernements fédéraux. Cela s'explique, du point de vue canadien, puisque 82 p. 100 de nos exportations vont vers le Sud. Du point de vue américain, cela est largement attribuable à ce dont on a parlé il y a quelque temps. À Washington, du moins avant le 9 septembre, la frontière Canada-Américaine n'était pas un enjeu important qui justifiait des investissements, même si l'ALENA n'avait pas réduit mais avait plutôt augmenté les besoins en services frontaliers.

Notre coalition Québec-New York a lancé une campagne à Washington en 1999 pour obtenir la construction de nouvelles installations frontalières au poste de Champlain du côté américain. Nous commencerons à la fin juin la construction d'un nouveau centre très évolué, le premier de son genre, au poste frontière de Champlain. L'investissement sera de 100 millions de dollars US, le plus important investissement jamais fait par le gouvernement américain dans une installation frontalière. La superficie des installations à Champlain sera multipliée par dix. Ceux de vous qui avez traversé la frontière au poste de Champlain dans le passé savent que toutes les installations actuelles seront bientôt démolies—tous les kiosques, tous les immeubles, toutes les voies d'accès—pour faire place à ce campus entièrement nouveau. C'est une nouvelle épatante. Il a fallu beaucoup de lobbying, de pressions politiques pour susciter l'action chez les politiques—cela remonte avant le 11 septembre—pour obtenir ce résultat. Après le 11 septembre, Washington a débloqué beaucoup de ressources additionnelles pour des raisons liées à sa sécurité, mais cela sert aussi nos intérêts en ce qui a trait à la facilitation des échanges commerciaux.

Nous avons constaté, pour l'essentiel, que tant que nous procédons avec sensibilité et que nous faisons preuve de bon sens quant les choses déraillent quelque peu de temps à autre, la plupart des dispositifs de sécurité mis en place le long de la frontière américaine depuis le 11 septembre sont ces dispositifs que nous réclamions nous-mêmes avant le 11 septembre pour faciliter les échanges commerciaux, mais que nous n'obtenions pas faute de volonté politique. Nous devons surveiller de très près la mise en place de ces dispositifs, mais nous obtenons les ressources et les programmes que nous avons toujours réclamés.

Étant donné tous les travaux en cours à Champlain, je dois être très franc. Force m'est de poser cette question puisque, c'est davantage une question qu'une affirmation de ma part. Les États-Unis dépenseront 100 millions de dollars US à Champlain pour construire de toutes nouvelles installations frontalières, mais que fait le gouvernement fédéral du Canada au poste de Lacolle? Je n'ai toujours pas réussi—aucun de nous a encore réussi—à obtenir une réponse à cette question. Nous avons triplé les effectifs à Champlain; le poste de Lacolle manque d'effectifs. On injectera 100 millions de dollars pour les nouvelles installations à Champlain; on ne peut même pas obtenir une réponse claire sur la modernisation du poste de contrôle des exportations à Lacolle.

Si 82 p. 100 de mes activités commerciales se déroulaient de l'autre côté de cette installation et qu'elle avait besoin de travaux de réfection... Il nous semble tout simplement qu'on devrait y accorder une plus grande priorité.

On accorde beaucoup d'attention, à juste titre, au poste frontalier de Windsor et au Peace Bridge. Nous ne voudrions pas priver de quoi que ce soit les autres postes frontaliers qui ont attendu longtemps qu'on s'occupe de leurs besoins. Toutefois, les postes frontières du Québec n'ont même pas retenu l'attention des décideurs politiques.

• (1625)

**Le président:** Merci.

Nous allons d'abord donner brièvement la parole à Mme Thériège—vous avez dit que vous vouliez ajouter quelque chose—puis ce sera votre tour, Paul. Nous aurons le temps.

Pouvez-vous faire une courte intervention?

[Français]

**Mme Manon Thériège:** Je voulais simplement ajouter que les pays membres de l'OCDE et de l'UNESCO se sont mis d'accord sur l'idée de financer le plus possible la formation informelle, parce c'est ainsi qu'on apprend le plus. Plus on tarde à le faire, plus la communauté s'appauvrit. On s'écoute parler et on est tous trop pauvres par rapport aux autres. Cela ne changera pas si on ne prend pas des mesures concrètes pour renverser la vapeur. Il ne suffit pas de mettre un petit bouchon pour que ce soit correct. Il faut vraiment faire un travail de fond pour être des créateurs de richesse. Il faut faire cela pour assurer la relève en astronomie, mais il faut aussi avoir de l'équipement maintenant, afin que les gens qui oeuvrent dans ce secteur soient compétitifs et qu'ils restent ici. Autrement, ils iront ailleurs; l'exode des cerveaux se fait partout au Canada.

Il est donc vraiment essentiel que les actions que nous posons ne soient pas des actions à court terme. Il faut voir plus loin que le bout de nos pieds. Comme l'expliquait M. Marchbank, les systèmes de financement qui sont aboutés, qui ne répondent pas aux besoins et qui ne permettent pas de tirer profit de toutes ces occasions sont de mauvais choix pour le Canada depuis longtemps. Il faut vraiment agir, car on s'appauvrit en ne prenant pas les décisions qui s'imposent.

Merci.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à Andry, suivi de Brian puis de John.

Andry, s'il vous plaît.

[Français]

**M. Andy Savoy:** Merci beaucoup.

Comme Paul, j'ai trois questions à poser: une pour chacun des groupes.

Votre science est un vrai défi. Comme ingénieur ici, à Ottawa, je comprends les défis. Je veux parler d'alliances stratégiques. Avez-vous de telles alliances avec des organisations d'ingénieurs ou d'architectes, par exemple, ou avec des associations de construction du Canada ou d'autres associations? Je pense qu'il est bien important de consulter l'industrie aussi. Alors, pour vous, la question consiste à avoir des alliances stratégiques.

[Traduction]

J'ai passé énormément de temps à Washington pour parler du Québec et du poste frontalier de Lacolle. Je suis allé récemment rencontrer le nouvel ambassadeur et j'ai rencontré des sénateurs et des membres du Congrès représentant le Maine. L'un des problèmes auquel nous nous heurtons, c'est que les États-Unis semblent considérer les frontières comme une seule entité, c'est-à-dire qu'ils semblent ne faire aucune distinction entre les frontières septentrionale et méridionale. Or, il y a une très grande différence dans la relation entre le Canada et les États-Unis et la relation entre le Mexique et les États-Unis. Ce n'est pas du tout la même frontière et les enjeux ne sont pas du tout les mêmes.

Quelle solution entrevoiez-vous à ces problèmes et comment pouvons-nous faire en sorte que Washington comprenne bien les défis qui se posent à nous—je ne devrais pas parler de défis mais plutôt de la différence de traitement qui doit être réservée aux deux frontières? J'estime que c'est là un important défi.

Cette question s'adresse à la Coalition pour l'astronomie au Canada. Nous avons eu énormément de mal à commercialiser la R et D. Nous avons toujours eu plus de difficultés que d'autres pays, particulièrement les États-Unis, à commercialiser résultat de R et D. Nous avons accru considérablement le financement au cours des sept ou huit dernières années pour la R et D parrainée par le gouvernement, en finançant par exemple les chaires de recherche du CNRC et d'autres entités dont PTC. Dans votre cas, diriez-vous que vous avez réussi ne serait-ce que modérément à intéresser l'industrie à vos initiatives? Avez-vous des exemples de réussite à nous donner?

Vous avez dit que vous avez fait de la R et D dans tout le Canada et que vous êtes très fier de BreconRidge Manufacturing en Ontario. Dans la liste des entreprises dont vous avez parlé dans le contexte de la R et D et du travail que vous dites avoir fait dans tout le Canada—c'est ce que vous prétendez—je ne vois aucune entreprise de l'Ouest ou du Canada atlantique. Y en a-t-il et pouvez-vous me donner des détails?

• (1630)

**Le président:** Nous allons procéder dans le même ordre.

Madame Thérberge.

[Français]

**Mme Manon Thérberge:** Je vais commencer; Jim va compléter.

En ce qui a trait aux liens avec l'industrie, nous travaillons déjà dans la communauté auprès des enfants, des adultes, des familles et de tout ce qui entoure les jeunes. Nous travaillons déjà avec 130 entreprises.

Le meilleur travail à faire avec les entreprises et leurs employés, c'est de faire valoir leurs réalisations, afin que les gens aient des modèles. Cela génère de la fierté, de même que le goût d'entreprendre et d'innover. Par conséquent, c'est ce lien que nous favorisons le plus.

Nous le faisons à très petite échelle, mais les centres de sciences ont cette possibilité. Alors l'enjeu, le défi de monter le projet comme nous le montons maintenant est de le faire pour qu'il soit au service de la communauté.

Ainsi, nous avons tenu 300 rencontres avec des dirigeants, des chefs de file, des scientifiques, des entrepreneurs, des centres de recherches, pour que cela soit une mise en valeur et une création basée sur les richesses, les talents que nous avons déjà.

Nous nous sommes beaucoup inspirés de cette approche en visitant les centres de sciences, dont celui de Sudbury. C'est la raison pour laquelle je veux laisser Jim compléter la réponse. Leur implantation dans la communauté est une réussite hors du commun. Alors, nous essayons de développer cet élément, présent à Sudbury, pour que le centre de sciences de Québec ait la même force de maillage.

[Traduction]

**M. Jim Marchbank:** Nous avons eu de nombreux échanges avec les représentants de l'industrie et du monde scientifique à divers niveaux. J'imagine que votre question portait en partie sur le levier financier et les partenariats, mais cela est aussi relié aux éléments scientifiques et au contenu.

Par exemple, il y a deux ans, en 2003, nous avons ouvert un sous-centre de notre centre scientifique appelé Terre Dynamique qui porte sur la géologie, la technologie minière, les sciences de la terre. Cela n'est pas étonnant à Sudbury. Nous avons travaillé fort avec l'industrie minière d'abord, avec succès, pour obtenir du financement, et aussi pour les divers éléments du centre et les aspects technologiques qui permettent, par exemple, aux enfants de diriger à distance l'équipement minier souterrain dans un centre de commandement. Ce n'est pas ainsi que la plupart des gens conçoivent l'industrie minière, mais c'est effectivement ce qu'elle est devenue et il y a très peu d'endroits au monde où le public et surtout les jeunes peuvent le voir.

Cela montre le genre de partenariats que nous avons élaboré avec l'industrie minière dans notre région. Nous avons aussi forgé des partenariats avec l'industrie forestière.

Nous avons aussi à Sudbury un centre astronomique appelé l'Observatoire de neutrinos de Sudbury. Le gouvernement fédéral a investi beaucoup d'argent dans cet observatoire pour permettre au Canada d'être à l'avant-garde de ce domaine scientifique. Le problème, c'est que si vous demandez à quelqu'un dans la rue ce qu'est un neutrino, vous aurez du mal à obtenir une réponse et la population se demande peut-être pourquoi on a investi l'argent des impôts dans une telle activité. À notre avis, notre mission consiste en partie à l'expliquer. Nous avons travaillé en très étroite collaboration avec les physiciens de l'Observatoire de neutrinos de Sudbury. Non seulement avons-nous créé un théâtre multimédia qui explique un peu ce que sont les neutrinos, pourquoi nous les étudions et pourquoi nous devons le faire, mais depuis l'ouverture du théâtre, celui-ci a été rénové pour pouvoir montrer aussi les résultats des recherches tout à fait novatrices faites à l'observatoire.

Ce sont deux bons exemples à mon avis du rôle que peuvent jouer les centres scientifiques et du type de partenariats qu'ils peuvent créer pour financer la diffusion de la science et pour aider les membres du public à comprendre ce dont il s'agit.

**M. Andy Savoy:** Vous parlez certes de toutes les choses qui comptent pour nous. Je suis ingénieur en géologie et Brent est géologue, ou géophysicien.

• (1635)

**Le président:** Monsieur Douglas.

**M. Garry Douglas:** Nous avons toujours du mal à faire comprendre aux politiques américains et même au public américain en général qu'il y a des différences entre les frontières canadiennes et mexicaines.

Nous en avons déjà parlé, mais le fait est que, pour la plupart des Américains, s'ils n'ont pas déjà une idée positive de quelque chose, toute mauvaise nouvelle devient un reflet de la réalité. Que savent les Américains à propos des frontières? Ils entendent parler uniquement des immigrants illégaux à la frontière avec le Mexique et, ensuite, des stupéfiants venant du Sud. Comme ils n'entendent jamais quoique ce soit de positif à propos des frontières, toutes les frontières sont considérées de la même façon. Cela constitue un énorme obstacle à surmonter sur le plan politique et autrement.

L'ALENA a vraiment constitué un point tournant dans les relations canado-américaines vu que l'accord englobait aussi le Mexique. L'ALENA était nécessaire à long terme. Pour résoudre le problème, il faudra, d'ici plusieurs décennies, faire remonter le Mexique jusqu'à notre niveau. D'ici là, le Canada doit continuer dans la mesure du possible de s'en tenir à des négociations bilatérales. Nous pouvons sans doute nous réjouir dans une certaine mesure des récents engagements relatifs à la sécurité et à la prospérité pris par le premier ministre et les deux présidents qui ont fixé certains objectifs bilatéraux, mais à l'issue d'entretiens bilatéraux. Les discussions trilatérales ne sont jamais dans l'intérêt du Canada et ce n'est pas non plus dans l'intérêt des régions frontalières des États-Unis. Il importe donc d'avoir le plus possible des entretiens bilatéraux.

Il importe de bâtir des coalitions politiques. Dans le cas de coalitions populaires comme la nôtre, et j'en ai déjà parlé, le Canada doit appuyer ce qui se passe et favoriser une évolution de la situation au besoin pour qu'on puisse exercer des pressions et avoir une présence de l'autre côté de la frontière.

On a formé récemment un caucus frontalier au Parlement. À mon avis, c'est très important. Cela fait une dizaine d'années qu'il existe un caucus de la frontière du nord de la Chambre des représentants et l'existence de ce caucus nous a aidé à faire le contrepoids de ce qui était et reste encore un caucus extrêmement puissant le long de la frontière sud des États-Unis. Les sénateurs et membres du Congrès des États du sud de la Californie au Texas parlent tous de la même voix. Il importe donc et peut-être de façon davantage bilatérale que le caucus de la frontière du nord et le nouveau caucus frontalier canadien et la Chambre des communes puissent parler de la même voix pour définir les différences qui existent entre les frontières avec le Mexique et le Canada. Les problèmes sont différents, les défis sont différents et les possibilités aussi, mais nous devons nous organiser pour que tout le monde le comprenne.

Je ne sais pas si vous pouvez capter les commentaires de Lou Dobbs à CNN tous les soirs, mais chaque jour, il rabat les oreilles des Américains au sujet des frontières, des frontières les plus pauvres et des menaces à la sécurité.

Soit dit en passant, chaque fois que l'on va à Washington, on nous répète encore le vieux mythe, que l'on ne peut plus éliminer, selon lequel certains des terroristes des attentats du 11 septembre venaient du Canada. Un membre du Congrès l'a dit encore il y a deux semaines. Il est encore plus difficile d'en de tels cas de faire la distinction entre les frontières mexicaines et canadiennes.

**Le président:** Merci.

La coalition pourra terminer en répondant aux questions d'Andy.

**M. Michael Jolliffe:** Auparavant, je voudrais d'abord signaler que l'Observatoire de neutrinos de Sudbury dont Jim a parlé a été conçu et géré par une excellente firme d'ingénierie appelée AMEC. C'était donc un très très bon exemple.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Michael Jolliffe:** Votre question comportait deux éléments, je pense. Vous avez demandé comment on incite des entreprises à participer à des projets.

La façon qui a donné les meilleurs résultats selon nous a été de créer un partenariat entre le secteur universitaire, le gouvernement, les établissements de recherche et l'industrie au lieu de limiter chaque secteur dans son propre champ d'activités. Quand les entreprises du secteur privé comme la nôtre participent à un partenariat de ce genre, cela crée des retombées extraordinaires. Je n'ai vu rien de tel ailleurs. Dans le cas de certaines des entreprises qui travaillent maintenant à ce projet, on peut voir que lorsqu'il y a un engagement de ce genre, elles comprennent beaucoup plus facilement qu'elles seront leurs possibilités d'avenir et cela minimise en même le risque qu'elles courent.

Quant à la deuxième partie de votre question, sur la distribution des retombées économiques, nous vous avons parlé aujourd'hui du résultat de notre plan à long terme qui a été lancé en 2000. Avant 2000, tous les projets d'AMEC dont j'ai parlé, même à long terme, étaient administrés à partir de nos installations à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique. Au cours des 30 années précédentes, nous avions plus de 80 sous-traitants et tout le travail se faisait dans l'ouest du Canada. Beaucoup plus de la moitié des 155 entreprises qui ont participé au projet reliés au télescope sont situées dans l'Ouest. Cela vous donnera peut-être une idée de la distribution géographique.

Il y a maintenant un grand nombre d'entreprises technologiques du centre du Canada, c'est-à-dire de l'Ontario et du Québec, qui participent à la prochaine étape de nos projets.

• (1640)

**Le président:** Très bien. Merci. Nous essaierons de vous revenir, mais nous voulons donner une chance à tout le monde.

Brian, ensuite John et ensuite Jerry.

**M. Brian Masse:** Merci, monsieur le président.

Je représente Windsor, par où passent 42 p. 100 de la circulation frontalière. C'est la ville frontalière la plus occupée du monde et c'est la même chose pour le port.

M. Savoy a tout à fait raison de dire que l'un des problèmes que nous avons constaté récemment vient de la confusion entre la frontière du sud et la frontière du nord des États-Unis. Cela pose de plus en plus de difficultés.

L'exemple que vous avez donné au sujet des terroristes des attentats du 11 septembre que l'on imagine encore être venus du Canada est très frustrant. Ce que je trouve vraiment frustrant, c'est de voir le président marcher au côté du prince héritier d'Arabie Saoudite alors que les Américains reprochent constamment au Canada d'avoir été la source des attentats du 11 septembre, ce qui est tout à fait inacceptable.

Il y a une chose que je trouve particulièrement intéressante dans vos documents, c'est que vous parlez en même temps, et de façon mûrement réfléchie, ce qu'on ne fait pas souvent, de l'utilisation multimodale des services ferroviaires et routiers. Pouvez-vous nous en dire plus long sur la façon dont on compare l'utilité des services ferroviaires et des services routiers dans votre région et si l'on pense encore que ce sont des services concurrentiels ou bien davantage multimodaux?

**M. Garry Douglas:** L'une des premières choses que nous avons faites quand nous avons commencé à collaborer il y a plusieurs années a été de nous concentrer sur les transports. Nous avons identifié divers domaines et travaillons maintenant dans chacun d'eux, mais l'élément clé était le transport. Comme je l'ai dit au début, nous sommes convaincus que c'est là où les choses bougent qu'il y a prospérité. Sans mouvement, on ne peut arriver à rien. C'est cela qui définit les nouvelles régions, qui en font un lieu accueillant pour la technologie, l'industrie touristique, ou toute autre chose.

Nous avons créé le Conseil des transports Québec-New York, qui réunit des représentants du secteur privé et des transports en commun. Ce conseil se réunit tous les trois mois pour discuter de façon binationale et régionale des priorités et des stratégies en matière de transport.

Quand nous avons lancé cette idée en 1998-1999, le département des Transports de l'État de New York et le ministère des Transports du Québec ne discutaient jamais entre eux. C'est comme si le réseau de transport s'arrêtait à la frontière et qu'ils ne savaient pas ce qui se passait au-delà. Il n'y avait aucune planification conjointe, aucun examen conjoint des priorités. Maintenant, cela se fait couramment. Nous sommes très fiers d'avoir suscité ce rapprochement. Nous n'avons même plus besoin d'intervenir pour faciliter cette collaboration.

J'ignore dans quelle mesure la même chose se fait partout. Il faudrait pourtant qu'on s'en occupe, surtout entre provinces et États.

Nous avons aussi identifié, encore une fois en collaboration binationale entre représentants des secteurs privé et public, plusieurs priorités de départ. Il y a par exemple le projet du port de Champlain. Nous sommes sur le point de mener ce projet à bien, du moins d'un côté de la frontière. Nous allons maintenant nous occuper du suivi qu'il faudra de l'autre côté.

Le deuxième secteur prioritaire était le service ferroviaire. Nous savions qu'il y avait un excellent réseau routier qui devenait problématique seulement à la frontière. Nous devions nous concentrer là-dessus pour rendre le réseau routier efficace. Nous savions aussi que les services ferroviaires, qui appartiennent au Canadien Pacifique, entre Montréal et New York, auraient pu être beaucoup mieux utilisés qu'ils ne semblaient l'être. Pourquoi la connexion ferroviaire n'est-elle pas plus dominante?

Nous avons examiné la question et constaté qu'il y avait deux principales raisons au problème. D'abord, on ne peut pas empiler sur cette ligne à cause de l'existence de deux tunnels et de trois ponts. Nous avons donc décidé de remédier à la situation comme deuxième priorité pour permettre l'empilage sur cette ligne. Cela permettrait aux services ferroviaires d'assurer la connexion binationale à l'avenir.

Il fallait aussi créer des partenariats. Le CN circulait dans un sens et le Canadien Pacifique dans l'autre et, parce que ces deux compagnies étaient des concurrentes pendant 100 ans, il n'aurait surtout pas fallu que l'une emprunte les voies de l'autre, même si cela aurait été beaucoup plus logique pour les deux.

Lors du premier sommet économique Québec-New York en 2002, nous avons obtenu un engagement du gouverneur de l'État,

George Pataki, envers un investissement de 27 millions de dollars de l'État de New York dans le couloir ferroviaire du Canadien Pacifique à partir de la frontière jusqu'à New York. Les travaux dans ce couloir sont sur le point de commencer. D'ici quelques semaines, on commencera les travaux de forage pour se débarrasser de ces deux tunnels et l'on remplacera les trois ponts.

Il faut aussi attribuer une part du mérite de ces progrès à d'autres. Le fait que nous ayons aidé à montrer le potentiel de cette ligne ferroviaire et le fait que nous ayons eu des représentants haut placés du CN et du CP à nos rencontres a peut-être favorisé la création du partenariat que les deux compagnies ont maintenant établi. Elles ont maintenant convenu pour des raisons stratégiques de partager ces voies.

La circulation sur cette ligne a augmenté énormément en conséquence et une fois que nous nous serons débarrassé de ces obstacles au cours des deux prochaines années, cette ligne ferroviaire jouera un rôle très important parce que les marchandises pourront être transportées par tous les modes de transport et que nous pourrions devenir une zone prospère.

● (1645)

**M. Brian Masse:** Je vous félicite de vos efforts.

Dans quelle mesure les entreprises doivent-elles avoir un excédent hors exploitation? Je sais qu'on en discute de plus en plus. Je suis l'un des coprésidents du caucus frontalier. Nous avons rencontré pour la première fois nos homologues américains, notamment Bart Stupak. Nous commençons à discuter de l'excédent hors exploitation et du fait qu'il doit y avoir une capacité excédentaire pour garantir une plus grande sécurité. Quelle importance cela revêt-il selon vous?

**M. Garry Douglas:** Si 82 p. 100 de mes clients se trouvaient regroupés en un seul même endroit et que 40 p. 100 de ce que j'expédiais à ces clients devaient passer par un seul point de correspondance, il va de soi que la question de la redondance serait de la plus haute importance pour moi. Les événements du 11 septembre nous ont appris à quel point n'importe quelques crépins pouvait briser les liens très fragiles qui existent entre le Canada et les États-Unis.

Vous parlez d'une façon d'être ramené à la réalité! Je sais que cette constatation a grandement effrayé beaucoup de mes amis canadiens qui font des affaires de ce côté-ci de la frontière. Ils se sont rendu compte à quel point nous étions tous vulnérables dès que nos quelques ponts, tunnels et autres voies de correspondance se fermaient et étaient déclarés hors service, peu importe la raison.

La redondance a toujours été importante en matière de transport. Chaque fois que l'on évoque les perspectives de développement économique dans notre région et que ces perspectives dépendent du transport, les gens d'affaires exigent toujours que l'on leur confirme les possibilités de redondance. Ils veulent savoir comment ils pourront déplacer leurs biens, si telle autoroute ou telle voie ferrée ferme. Et c'est d'autant plus important dans un monde où les biens doivent se déplacer rapidement et de façon fiable. Mais dans la perspective canado-américaine, c'est encore plus critique pour nos deux pays. Dieu nous en préserve, mais si un seul de nos grands ponts devait être mis hors service pour une raison ou pour une autre, se serait catastrophique!

**M. Brian Masse:** Certes, et c'est une perspective qui a été soulevée en rapport avec notre frontière. D'ailleurs, le point de passage dont je parle est propriété privée, et la loi ne nous permet même pas à l'heure qu'il est de l'inspecter de la façon appropriée. Le gouvernement a enfin fait ce qu'il fallait pour que nous puissions éventuellement exercer un certain droit de regard sur les vérifications financières et d'inspection, chose que nous ne pouvons pas actuellement faire étant donné que c'est un citoyen américain qui est le propriétaire du point de passage à la frontière. C'est donc la loi américaine qui s'applique à ce point de passage qui pose problème pour nous.

Je pourrais vous poser beaucoup plus de questions, monsieur Douglas. Mais je vous félicite à nouveau pour tous les efforts que vous avez déployés et qui nous tiennent beaucoup à coeur. Votre coalition est un excellent modèle de réussite qui devrait être repris par d'autres.

Je m'adresse maintenant à nos deux autres invités: à la lumière de ce que nous avons entendu, nous parleriez-vous un peu plus du financement pluriannuel? Le manque de financement à long terme nuit-il tant que cela à vos projets, comme je l'ai souvent entendu dire?

Dans ma circonscription, nous venons d'ajouter un petit centre scientifique; en fait, c'est une vieille école qui a été rénovée. Ce centre est toujours visité par de nombreux enfants, et c'est merveilleux de les voir. Nous avons pu profiter des programmes de RHDC et d'ailleurs, mais on a l'impression qu'on consacre plus de temps à demander des fonds qu'à dispenser les programmes aux enfants.

Vos organisations auraient-elles la vie plus facile et vos projets avanceraient-ils plus vite si votre financement était pluriannuel plutôt qu'annuel—et dans certains cas, c'est encore moins que cela?

**M. Jim Marchbank:** En ce qui concerne les centres de sciences, il faudrait surtout avoir au départ un programme fédéral cohérent; ensuite, il faudrait l'étaler sur plusieurs années. Je ne dis pas cela à la légère: il n'existe actuellement pas de programme fédéral cohérent destiné à l'apprentissage des sciences non institutionnalisées. Mais je ne voudrais pas me concentrer uniquement sur les centres de sciences, car je sais qu'il y a d'autres organisations qui s'occupent déjà de l'apprentissage non institutionnalisé des sciences. Mais à notre avis, il devrait y avoir un programme fédéral.

Je répondrai donc par l'affirmative: le financement pluriannuel est très important pour tous les centres de sciences. Manon me signale qu'à peine 50 000 \$ de son budget de 700 000 \$ lui est garanti chaque année. Autrement dit, combien de ces ressources sont consacrées à aller chercher le reste de l'argent? S'il existait un programme fédéral cohérent qui soutienne les centres de sciences ainsi que leur programmation du côté de la prestation des services, et ce chaque année, je peux vous assurer que nous miserions sur ces fonds et pourrions multiplier leur montant plusieurs fois.

En effet, si le programme fédéral était cohérent et que—sans espérer avoir des garanties absolues—nous pouvions être assurés que le financement serait à plus long terme, nous pourrions alors mettre l'accent sur une programmation sur plusieurs années. Vous savez, consacrer son temps à des initiatives qui doivent être renouvelées à tous les ans ou tous les deux ans, ce n'est pas toujours très efficace. En effet, vous êtes obligés d'exiger de vos employés qu'ils consacrent leur énergie à aller trouver de nouvelles ressources, ce qui revient à détourner notre énergie de notre mission et d'une véritable programmation scientifique destinée aux enfants et à leur famille.

Bien sûr, le financement est un aspect très important; mais ce qui serait d'une grande aide, se serait d'avoir une certaine cohérence et du financement pluri-annuel.

• (1650)

**Le président:** Brian, vous voudrez évidemment poser une dernière question à la coalition, n'est-ce pas?

**M. Gilles Joncas:** Je vous donnerai une réponse à deux volets.

D'abord, en astronomie, je vous dirais que l'on a trouvé une réponse aux questions les plus simples. Il reste maintenant à répondre aux questions plus complexes, et pour y parvenir, il nous faut un engagement à long terme. En effet, les questions que nous nous posons aujourd'hui touchent aux grosses oeuvres, si j'ose dire, de l'univers. Il n'est pas facile d'y répondre, n'est-ce pas? Et pour y répondre, il faut participer à la construction des observatoires mondiaux, construction à laquelle prennent part déjà plusieurs pays. Il faut un développement à la fine pointe de la technologie, de nouvelles idées et de nouvelles façons d'étudier la lumière qui nous est renvoyée par différents objets. La réponse va de soi. Nous avons besoin d'un engagement à long terme pour pouvoir construire tous les instruments nécessaires pour répondre à ces questions fondamentales.

Et maintenant, passons à mon deuxième volet. L'astronomie, ce n'est pas la chimie. En chimie, on peut proposer comme projet de synthétiser une molécule afin de se débarrasser, par exemple, de tous les produits plastiques qui polluent. Une fois ce composé découvert, on passe alors à un autre projet. Mais en astronomie, on va plus loin qu'un seul projet: on parle plutôt d'une chaîne de projets. En effet, pour pouvoir obtenir la réponse finale, il faut commencer par poser des questions beaucoup plus fondamentales à partir desquelles on poussera de plus en plus loin. Voilà pourquoi, je le répète, il nous faut obtenir des engagements de financement à long terme pour pouvoir atteindre l'objectif et trouver les solutions.

**Le président:** Nous abordons maintenant la deuxième ronde de questions. Nous commencerons par John, et nous irons à Jerry, et nous essaierons de donner une deuxième chance aussi à Paul, à Andy et à Brad, si leurs questions sont courtes.

Allez-y, John.

**M. John Duncan (Île de Vancouver-Nord, PCC):** Je m'adresse d'abord à M. Douglas.

Je tiens à vous féliciter d'avoir réussi avec les deux chemins de fer canadiens dans l'État de New York ce que nous avons été incapables de faire nous-mêmes au Canada, à savoir...

**M. Garry Douglas:** Ils ne semblent pas se détester non plus.

**M. John Duncan:** Ils savent fort bien que les règles du jeu sont différentes de l'autre côté de la frontière. Un des membres de ma famille a joué un rôle important auprès de l'un des chemins de fer. Je sais que chaque État présente ses propres particularités. Et je sais que plus ils achetaient des rails dans le sud des États-Unis, et plus le choc culturel était grand pour les dirigeants canadiens qui faisaient affaire avec les gars du Sud.

Quoi qu'il en soit, je vous en félicite.



Revenons aux 100 millions de dollars américains que les États-Unis ont engagés dans l'infrastructure frontalière : les législateurs américains ont-ils fait cela dans l'intention ou dans l'espoir stratégique de forcer les Canadiens à faire un engagement similaire? Je suis encore une fois estomaqué de voir que le Canada ne fait rien par rapport à l'une de nos trois grandes infrastructures prioritaires, et je parle ici de nos ports, de nos aéroports et de notre frontière. Ce devrait être là nos trois grandes priorités, mais notre pays ne fait rien en ce sens. Tous vos arguments m'interpellent.

Qu'est-ce que les États-Unis vont retirer de leur décision d'investir unilatéralement?

• (1655)

**M. Garry Douglas:** D'abord, aux yeux des États-Unis, cette question est liée à l'impératif absolu de la sécurité. Par conséquent, au nom de cette même sécurité, on affecte beaucoup de ressources aux frontières. Toutefois, pourvu que sur le terrain on suive la situation et qu'on tienne les membres du Congrès au courant, afin que les sommes soient investies judicieusement et en concordance avec nos programmes respectifs, une telle priorité offre des avantages. En revanche, si l'on manque de gens sur le terrain pour veiller à ce que les autorités demeurent réalistes, il pourrait y avoir davantage d'ingérence.

Il existe donc une réelle différence. À Washington, la sécurité l'emporte sur tout le reste, et les membres du Congrès vont même essayer de damer le pion à leurs collègues en consacrant davantage d'argent à la sécurité.

**M. John Duncan:** Par conséquent, peut-on conclure de cela qu'une fois ces installations achevées, en l'absence de réciprocité de la part du Canada, le passage frontalier pourrait se transformer en véritable mur?

**M. Garry Douglas:** Tout à fait. Ça ne fonctionnera pas sans réciprocité. Il s'agit de passages dans les deux sens. Chacun des camions qui traverse le point d'entrée finit par revenir.

**M. John Duncan:** Les membres du comité seraient bien avisés de communiquer votre message, et je vous remercie de nous l'avoir livré.

Je ne vais pas poursuivre là-dessus, car j'aimerais m'adresser aux deux autres groupes.

**M. Garry Douglas:** Auparavant, si vous permettez, je ferai une autre remarque là-dessus. Ces considérations affectent aussi les ports. J'ai déjà mentionné le réaligement selon des blocs et la réduction du nombre de ports coïncidant avec l'agrandissement considérable de certains d'entre eux, qui desserviraient les deux pays, particulièrement ceux de Vancouver et de Montréal. Le port est le lien de Montréal avec sa région et donc la condition même de sa prospérité, si vous croyez à la correspondance entre la mobilité et la prospérité. Si donc vous estimez que les nouveaux très grands ports seront les moteurs de l'expansion économique, alors il faudra que les passages frontaliers fonctionnent dans les deux sens, pour que des ports tels que ceux de Montréal, de Vancouver ou de Halifax donnent leur maximum.

**M. John Duncan:** Je vous remercie beaucoup, monsieur Douglas.

Je vais passer rapidement à la Coalition pour l'astronomie. Cela fait quelque temps que je suis ici, j'y étais déjà à l'époque où les astronomes étaient venus demander du soutien financier, il y a quelques années. Ils ont vraiment beaucoup insisté, et les autorités ont fini par céder et leur accorder de l'argent. Les avantages de ces largesses étaient déjà évidents à l'époque, et on dirait bien que tout s'est passé tel que prévu.

J'aimerais seulement poser quelques questions de détail. D'abord, dans les régions rurales du Canada, on a surtout des liens avec les collèges communautaires plutôt qu'avec les universités. Or, votre exposé ne mentionne que les universités. Il faudrait donc concentrer une part de votre attention aux collèges, et j'aimerais savoir si vous y songez. À mon avis, ce serait aussi une bonne manière d'atteindre un public plus large, de lui expliquer vos activités, de plaider votre cause et de solliciter son appui.

L'un des mandats de notre comité est de discuter de réglementation intelligente. Or, à en juger d'après les échanges avec Manon et avec les autres membres du groupe, les engagements financiers ont partie liée avec un régime réglementaire plus efficace, car si le soutien financier s'étend sur une période plus longue, vous êtes moins condamnés à faire du sur-place. À mon avis, on n'a jamais discuté de l'avantage réglementaire que représenteraient des subventions fédérales à plus long terme. Toutefois, la présence de deux groupes de témoins aujourd'hui nous le fait bien saisir. Pouvez-vous dire brièvement ce que vous en pensez?

**Le président:** Madame Harris, la parole est à vous.

**Mme Gretchen Harris:** Pour ce qui est de notre rayonnement dans les régions du Canada, tant les grandes villes et les villages que les petits collèges, nous sommes en train de créer des liens avec les collèges de taille modeste, et on enseigne d'ailleurs l'astronomie dans tous ces endroits. Notre société tient des conférences, en petit nombre pour le moment mais grâce auxquelles les astronomes se rendent dans les petites agglomérations et parlent à des gens qui, en général, n'ont pas l'occasion de les entendre autant que s'ils vivaient dans les grandes villes.

• (1700)

**M. John Duncan:** Avez-vous un forum du président? J'adorerais parrainer un conférencier qui viendrait dans ma circonscription et qui parlerait d'astronomie, et je m'arrangerais pour trouver du monde.

**Mme Gretchen Harris:** Je vais vous aider. Contactez-moi, ainsi que la Société canadienne d'astronomie, et nous avons une liste de conférenciers que nous vous fournissons avec plaisir.

**M. John Duncan:** J'ai fait venir un spécialiste des tremblements de terre qui a attiré un monde fou. Ce sera la même chose pour l'astronomie.

**Mme Gretchen Harris:** Absolument, et l'un des buts premiers de la Société canadienne d'astronomie, qui s'inscrit dans son plan à long terme, c'est de financer environ 1 ou 1,5 p. 100 de tous ces projets à long terme qui sont axés sur la sensibilisation, l'éducation communautaire et la compréhension, parce que nous savons que si les gens comprennent ce que nous faisons, nous obtiendrons un meilleur soutien. Nous savons aussi que c'est l'un des lieux où nous pouvons susciter l'attention et la passion de personnes de tous âges.

**M. John Duncan:** Les députés fédéraux peuvent vous aider.

**Mme Gretchen Harris:** Je ne cesse de dire à mes collègues qu'ils devraient parler souvent à leur député fédéral parce que je sais que ce dialogue est une bonne chose.

**M. John Duncan:** Je pense que ma question sur la réglementation intelligente a probablement reçu une réponse avec la discussion que nous avons eue jusqu'à maintenant.

J'aimerais poser une question à Manon. Je n'avais pas d'information avant votre témoignage d'aujourd'hui, je viens donc de recevoir vos documents, mais quand vous parlez de votre centre des sciences, que voulez-vous dire au juste? Parlez-vous des autorités qui le financent? Est-ce que ça signifie qu'un centre des sciences doit être financé par le fédéral? Vous dites que des 20 centres les plus grands, vous êtes le septième en importance, et vous n'avez pas de centre des sciences, et je comprends cela. J'essaie de comprendre comment vous définissez un centre des sciences, pour que le comité puisse répondre à votre préoccupation.

[Français]

**Mme Manon Théberge:** Je veux être sûre de bien comprendre votre question. Vous me demandez ce qu'est précisément un centre de sciences?

[Traduction]

**M. John Duncan:** Oui. Comment définiriez-vous un centre des sciences d'une façon qui serait pertinente pour notre comité?

**M. Jim Marchbank:** Je peux répondre à cela. Notre mission à Science Nord est de créer un lien entre les gens et la science et la technologie dans la vie de tous les jours. C'est donc un lieu ou une organisation qui élargit la compréhension que le public a de la science, qui rapproche la science des gens et qui crée des conditions propices à l'éducation scientifique dans un cadre détendu. Certains nous comparent à des musées, mais de manière générale, les centres des sciences ne possèdent pas de collections.

**M. John Duncan:** Je viens de la Colombie-Britannique. Donc à Vancouver...

**M. Jim Marchbank:** Science World de Vancouver est un de nos principaux membres. Science World est un bon centre des sciences. Le HR MacMillan Space Centre est aussi un centre des sciences mais dont l'activité est plus axée sur l'astronomie. Exploration Place de Prince George est aussi en partie un centre des sciences et en partie un musée historique.

Nous avons des immeubles où nous organisons des activités pratiques et encourageons la participation, mais la plupart d'entre nous faisons aussi de l'éducation. Manon n'a pas d'immeuble à sa disposition, elle fait donc un beau travail d'éducation. Nous, à Sudbury, nous faisons de l'éducation dans les limites de nos moyens partout dans le nord de l'Ontario. Nous organisons des camps scientifiques dans la circonscription du président et dans d'autres endroits partout dans le nord-est de l'Ontario, et nous avons un programme du genre atelier scientifique qui s'adresse aux enfants et aux familles.

**M. John Duncan:** Formidable.

[Français]

**Mme Manon Théberge:** La première raison pour laquelle on a besoin d'un centre de sciences à Québec est qu'il faut une quantité significative d'actions pour faire une différence. Présentement, on y va au goutte à goutte dans une classe ou dans une autre. On fait une partie de la tâche, mais on n'est pas en mouvement. Il n'y a pas de masse significative pour faire des changements dans notre communauté. Les gens ne connaissent pas ce qui se fait dans la communauté en matière de science et de technologie. Québec est reconnue comme une ville de fonctionnaires, mais 19 p. 100 de sa population travaille maintenant dans le domaine de la science et de technologie dans 900 entreprises. Personne ne le sait, même pas les gens de la région.

Alors, on peut se dire que le Québec est en retard sur l'ensemble du Canada du fait qu'il ne possède pas de centre de sciences, puisque

la plupart ont 15 ou 20 ans. C'était peut-être l'ordre normal des choses. L'économie s'est diversifiée et maintenant on est prêt. Il faut une action pour que la roue continue de tourner et pour qu'il y ait une progression, puisque notre enjeu... Cela existe depuis tellement peu de temps qu'on peut aussi bien reculer. Notre PIB est déjà 25 p. 100 inférieur aux autres grandes villes canadiennes. Il y a beaucoup à faire. Cet outil nous permet d'amorcer un mouvement collectif en faveur de la science et de la technologie, pour inspirer les gens et leur donner le goût d'innover et de contribuer au développement de la communauté.

La mission du projet vise justement à inspirer les gens et à leur donner le goût de contribuer.

● (1705)

[Traduction]

**M. John Duncan:** Je crois connaître une autre façon de poser ma question qui nous permettra d'obtenir une réponse utile pour le comité. Est-ce que ça va?

**Le président:** Je dois céder la place à Jerry. Je vais tâcher de diviser le reste du temps entre Paul, Andy et Brad. Peut-être que vous et Brad pourriez occuper le dernier segment. Est-ce que cela vous va?

**M. John Duncan:** Bien sûr.

**Le président:** La parole est à Jerry.

**L'hon. Jerry Pickard (Chatham-Kent—Essex, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Douglas, j'ai beaucoup aimé votre exposé. Je crois que nous devons repenser ce que nous faisons en ce qui concerne le commerce entre les blocs. Cela ne fait aucun doute. Mais, chose certaine, sachant la position du Canada par rapport aux États-Unis, j'ai un peu de mal à suivre ce que vous dites, et il y a des choses qui ne sont pas claires dans mon esprit.

D'une certaine manière, vous dites que le Canada doit faire la promotion du commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis, cependant, au début de votre allocution, vous avez dit que nous devons passer à une position commerciale hémisphérique, ce qui me semble constituer quelque peu une contradiction, du moins dans mon esprit.

Je me contenterai peut-être de faire quelques commentaires sur des choses que j'ai entendues.

Certains points ou passages frontaliers ont grandement besoin d'être élargis du côté américain. C'est aussi le cas du côté canadien. À Windsor, par exemple, on parle d'un investissement de 1 milliard de dollars, ce qui est énormément plus que ce que les États-Unis ont investi dans le passage frontalier de Plattsburgh.

Vous dites que vous attendez de voir ce que le gouvernement canadien va faire pour ce passage frontalier. Y a-t-il un problème immédiat au niveau de la circulation des biens des États-Unis en direction du Canada à cet endroit? Je ne suis pas au courant.

Je vous dirais que lorsque je vais à Windsor et que je vois le problème du transport là-bas, je me rends compte qu'il ne s'agit pas seulement du transport; ce sont tous les autres éléments qui interviennent aussi. Par exemple, il fallait autrefois 30 secondes pour dédouaner un camion à Windsor. Il faut maintenant deux minutes pour dédouaner un camion qui traverse la frontière, ce qui veut dire que si on n'a pas quatre fois plus de guérites pour dédouaner tous les camions qui passent, nous n'allons jamais retrouver la capacité que nous avions avant le 11 septembre.

Par ailleurs, ce que j'ai vu, c'était l'engorgement de la circulation, comme si on avait ouvert un terrain de stationnement sur le pont Ambassador, un autre terrain de stationnement sur Huron Church Road, qui est l'entrée principale du pont Ambassador, un autre terrain de stationnement, pour ainsi dire, sur la rue Wyandotte et les autres rues qui mènent au pont du côté canadien. Il y a toute cette congestion.

On parle de technologie intelligente, du programme FAST. On parle de tous ces divers éléments qui doivent intervenir pour régler le problème. Vous êtes probablement parfaitement au courant de cela. Mais le problème visible, ce sont ces entreprises qui doivent vivre dans le voisinage de ces camions, la sécurité des piétons. Les problèmes que cela pose pour la qualité de la vie dans la région de Windsor sont énormes. Il ne fait aucun doute que cela fait problème. Il n'y a pas à en débattre.

Le même problème n'existe pas à Détroit. Je ne vois pas de longues files de camions sur les autoroutes de Detroit.

Le Canada est aux prises avec le fait que si l'on déclenche l'alerte orange, ou un niveau d'alerte plus élevé, toute cette circulation se trouve stoppée. Nous sommes extrêmement vulnérables.

Sachant tout cela et ayant défini le contexte, je rappelle que nous sommes le principal partenaire commercial de 38 États des États-Unis, et pas seulement des États frontaliers. En ce qui concerne nos liens d'affaires, je consacre beaucoup de temps, grâce aux bons offices du consulat canadien, à rencontrer toutes sortes de gens d'affaires, à rencontrer des représentants et des sénateurs des États frontaliers, à rencontrer des gens qui sont influents à ce niveau, mais nous demeurons extrêmement vulnérables à cause de la menace évidente du terrorisme.

Aux États-Unis, en ce moment, les choses ne sont pas revenues à la normale entre le Canada et les États-Unis. Je vais donc revenir à votre passage frontalier et vous demander si vous entrevoyez le même problème que j'ai décrit, la congestion, dans votre région?

Cela étant dit, il me semble que les biens entrent au Canada beaucoup plus aisément qu'ils n'entrent aux États-Unis en ce moment.

• (1710)

**Le président:** Merci, Jerry.

Monsieur Douglas.

**M. Garry Douglas:** Voyons voir, où vais-je commencer? Vous avez posé plusieurs questions.

Si l'on prend une vue d'ensemble, l'hémisphérique par rapport au bilatéral, nous devons faire les deux. Ce que je dis, c'est que dans la situation actuelle des trois pays et des autres pays qui vont finir par s'ajouter dans les années à venir, il faut profiter de toutes les occasions pour agir sur tous les fronts plutôt que de privilégier les solutions homogènes. Les économies sont différentes, les problèmes sont différents et les difficultés aussi.

Si, dans le contexte actuel des trois pays, tout finit par aboutir à une conversation trilatérale, les choses se feront à la vitesse du dénominateur commun le plus bas, ce qui dans la plupart des cas sera la vitesse États-Unis-Mexique. Pour ce qui est de la mise en oeuvre des mesures qui doivent nous conduire aux buts communs des trois pays, chaque fois que le Canada et les États-Unis peuvent mener ces discussions détaillées au niveau bilatéral, nous devons le faire, parce qu'on peut faire plus de progrès sur certains fronts que d'autres si la situation ne change pas. Je ne crois pas du tout que ces deux choses s'opposent; tout dépend de la façon dont on atteint son but, et il est

dans l'intérêt du Canada d'assurer une mise en oeuvre au niveau bilatéral plutôt qu'au niveau trilatéral.

À Lacolle, nous avons depuis la fin des années 90—et ce sera le cas tant qu'on n'aura pas construit les nouvelles installations américaines—des retards et des engorgements semblables en direction des États-Unis comme c'est le cas au Peace Bridge de Lewiston et dans le couloir Detroit-Windsor. Le problème est de la même ampleur; et par moment, c'est même pire.

En direction nord, est-il plus facile d'entrer au Canada que d'aller aux États-Unis en direction sud? Absolument. C'est parce que le régime réglementaire n'est pas le même à la frontière; il n'y a pas de FDA ici; les exigences sont différentes. De même, le volume des biens est différent. Il y a beaucoup plus de choses qui vont vers le sud que vers le nord pour ce qui est du volume brut. Il y a plus de camions par exemple qui rentrent au Québec qui sont en fait vides, il y a plus de wagons qui rentrent chez nous vides parce qu'il y a plus de choses qui vont dans une seule direction, et on prend moins de temps pour dédouaner un véhicule vide qu'un véhicule plein. Ce sont là certaines des raisons qui font que les choses passent beaucoup plus vite dans un sens que dans l'autre.

Nous espérons en venir au point un jour où ce ne sera plus le cas, mais dans l'immédiat, dans les quelques années à venir, la situation actuelle à la frontière, particulièrement du côté américain, va demeurer la même qu'aujourd'hui. Il est simplement dans l'intérêt des deux parties de collaborer le mieux que nous pouvons.

Ce sont des investissements infrastructurels immenses qu'il faut faire dans le couloir Detroit-Windsor, au Peace Bridge et dans certains autres grands passages frontaliers. Cela est également attribuable en partie au fait qu'il s'agit de ponts et de tunnels, qui sont énormément plus cher à entretenir que les installations qu'on trouve aux passages frontaliers terrestres comme Champlain-Lacolle ou à Blaine, dans l'État de Washington.

Je ne dis pas que nous nous sommes trompés dans nos priorités. Il s'agit de savoir ce qu'on fait de l'argent à certains passages frontaliers étant donné l'importance générale de ces points d'entrée commerciaux, et le Canada doit en faire beaucoup plus pour tous ces passages frontaliers de manière générale, et il faut qu'il y ait un plan directeur pour chacun d'entre eux. Nous n'avons toujours pas cela.

On ne sait pas vraiment ce qu'il faut faire à Lacolle parce que personne ne pose la question. Personne ne demande au gouvernement fédéral de présenter un plan directeur pour Lacolle. Si vous aviez ce plan, que feriez-vous idéalement pour combler tous ces besoins maintenant et dans les 20 années à venir? À quoi devraient ressembler ces installations? Combien de personnel vous faudra-t-il? Quelles doivent être les qualifications du personnel? Quel genre de services devez-vous offrir? Quelles sont les exigences technologiques auxquelles on ne répond pas? Personne ne pose ces questions dans les ports d'entrée, et il faut faire cela.

Je ne dis pas non plus qu'on agit du côté américain. Ce qui se passe du côté américain, c'est qu'à force de se plaindre, on obtient gain de cause. On s'est beaucoup plaint de notre côté.

Mais ce qu'il faut, particulièrement étant donné l'importance de tout cela pour le Canada, c'est un mandat quelconque où vous et les parties prenantes à chacun de ces ports d'entrée disiez ce qu'il faut faire pour ces passages frontaliers. Ce sera différent à chaque endroit, mais il faut faire cela à chaque endroit.

• (1715)

**Le président:** Merci.

Très rapidement, Jerry.

**L'hon. Jerry Pickard:** Pour ce qui est des informations que j'ai entendues sur les centres des sciences—je peux me tromper, mais si j'ai bien compris ce que vous dites, c'est qu'il y a des centres où l'on travaille beaucoup avec les jeunes et avec les personnes d'âge moyen, et qu'on leur permet de prendre part à des activités scientifiques, par exemple, au centre des sciences de Toronto et aux autres centres du pays... Je sais que le gouvernement fédéral n'est pas présent ici. La plupart de ces centres ont été créés de telle façon que chacun paie au fur et à mesure, et on exige un certain montant des gens qui veulent prendre part à ces activités.

Le gouvernement fédéral, comme l'a signalé l'un de nos témoins, a investi beaucoup d'argent, des capitaux importants, et beaucoup d'énergie dans le CRSNG, permettant ainsi aux universités et aux diverses professions de profiter d'activités scientifiques de haut niveau. Nous parrainons aussi des groupes comme Genome Canada; nous avons beaucoup investi là-dedans.

Est-ce que vous dites qu'il faut changer, ou déplacer ou réajuster—peu importe le terme que vous employez—le financement de la science dans notre pays? Nous y consacrons beaucoup d'argent. La question est de savoir comment ce financement devrait être modifié à votre avis pour que vous puissiez en profiter et faire ces autres choses qui sont nécessaires pour atteindre vos buts.

**Le président:** Merci, Jerry.

J'aimerais que la coalition réponde à la question de M. Pickard le plus rapidement possible. Je veux donner la parole à quelques autres personnes avant de devoir...

**Mme Gretchen Harris:** Je vais ouvrir le bal, si vous le permettez.

**Le président:** D'accord. Je vous invite à répondre, madame Harris.

Merci beaucoup.

**Mme Gretchen Harris:** Oui, les projets que nous avons en ce moment pour les priorités concernant l'astronomie sont d'une ampleur qu'on n'a jamais connue auparavant, et ce sont des projets qui dépassent de loin les possibilités actuelles des systèmes de financement. En conséquence, nous frappons à toutes les portes pour faire passer notre message.

Pour ce qui est du financement des chercheurs universitaires par les instances comme le CRSNG, le secteur de l'astronomie dans le milieu universitaire prend de l'ampleur, et le milieu universitaire partout au pays prend de l'expansion dans toutes les disciplines. Nous devons pouvoir fournir aux chercheurs un financement stable, et nous devons aussi pouvoir fournir aux chercheurs les meilleures installations qui soient pour qu'ils puissent travailler. Ce que nous disons, c'est que les installations à grande échelle dont nous avons besoin ne peuvent pas être financées adéquatement dans le système actuel, et nous tâchons de trouver des idées pour améliorer la situation.

**Le président:** Nous allons permettre à M. Marchbank d'intervenir rapidement, après quoi nous remercierons Jerry et nous continuerons. Merci.

Jim, allez-y.

**M. Jim Marchbank:** Ce que nous disons, c'est qu'il faut trouver des mécanismes pour encourager plus de jeunes à étudier les sciences et à faire carrière dans ce domaine. Nous n'investissons pas suffisamment pour soutenir notre économie à long terme ainsi que la qualité de notre vie. Investir une partie des crédits scientifiques—et on ne parle pas de gros montants, on ne parle pas de milliards, on

parle de millions, et peut-être dans les deux chiffres, mais ce ne sera même pas nécessairement plus que cela—dans l'éducation scientifique générale nous permettra de financer et d'encourager les jeunes à faire cela, et par conséquent, à augmenter le nombre de ceux qui ont accès à ce domaine lorsqu'ils entrent à l'université et dans des carrières et entreprises scientifiques qui contribuent à notre économie et à la qualité de notre vie.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je vais essayer de donner la parole à trois autres personnes, qui auront chacune quatre minutes.

Paul.

[Français]

**M. Paul Crête:** Je pose la même question aux trois groupes.

Si, par exemple, notre comité recommandait certaines choses et que le gouvernement y donnait suite, quel serait le résultat le plus positif que nous pourrions observer dans 20 ans? Est-ce que, pour la Boîte à science, ce serait que le centre soit ouvert et qu'on ait le même type de chose pour la Coalition canadienne pour l'astronomie? Quel serait le résultat le plus positif que vous voudriez obtenir? Je pose aussi la question à M. Douglas, en ce qui concerne les infrastructures.

[Traduction]

**Le président:** Une minute chacun, merci.

Monsieur Racine.

• (1720)

[Français]

**M. René Racine:** Dans 20 ans, si les contributions sont suffisantes, je peux vous assurer que l'astronomie canadienne sera la meilleure au monde et que l'industrie qui l'appuie profitera de contrats internationaux d'une ampleur telle qu'on peut difficilement l'imaginer aujourd'hui.

Nous voulons construire un télescope de 30 mètres de long. Ce sera le premier télescope de ce genre. Si nous le faisons, des entreprises comme AMEC Dynamic Structures fabriqueront toutes des télescopes de 30 mètres de long.

[Traduction]

**Le président:** Manon ou monsieur Marchbank.

[Français]

**Mme Manon Thériège:** Si on commence tout de suite — en fait, si on avait commencé hier —, l'impact démographique sur l'économie dans 20 ans sera amoindri, parce que les personnes seront capables d'assurer le changement. Il y aura une personne de moins pour en faire vivre deux. Cela demande non pas un peu d'action, mais beaucoup d'action.

On ne se rend même pas compte du changement en cours, tellement c'est lent. On vit au quotidien, jour après jour. Pendant ce temps, l'enfant grandit. Il faut le préparer au changement. Cette génération va avoir quelque chose d'important sur les bras. Afin que 80 travailleurs puissent créer suffisamment de richesse pour faire vivre 100 personnes, il faudra qu'ils soient très talentueux.

Seulement 60 p. 100 de nos jeunes finissent leurs études secondaires en cinq ans au Québec. On est donc très loin d'avoir tout le bagage de talents nécessaire. Il faut mettre de l'énergie pour que cette passion naisse et ensuite s'occuper des installations qui seront créées.

Il est inutile de développer trop de choses, si on n'a pas la masse critique pour faire une différence. Si on s'y met tous, il y aura un changement dans 20 ans qui fera en sorte que nos jeunes de 5 à 24 ans formeront une population active capable d'éviter qu'il y ait un ralentissement économique majeur.

[Traduction]

**M. Garry Douglas:** On espère que d'ici 20 ans, les problèmes à la frontière se seront estompés et que le problème de la sécurité aux États-Unis se sera réglé, ce qui simplifiera beaucoup de choses. En marge de cela, j'entrevois une prospérité sans précédent en Amérique du Nord, qui dépassera tout ce que nous imaginons aujourd'hui, et dont profiteront nos enfants et nos petits-enfants. Le phénomène de la collaboration, du partage et de l'intégration des intérêts au Canada et aux États-Unis pourra jouer un rôle capital dans la création et le maintien de cette nouvelle prospérité, y compris dans les types de secteurs technologiques dont on a parlé aujourd'hui, qui doivent s'unir en fait si l'on veut que le tout soit plus grand que la somme des parties.

**Le président:** Bien dit. Merci.

Andy, voyez si vous pouvez faire aussi bien que cela en trois ou quatre minutes.

**M. Andy Savoy:** Très bien.

Garry, vous avez parlé de corridors binationaux et du fait qu'il pourrait y avoir plus d'échanges commerciaux dans les divers corridors binationaux du Canada. Vous pensez qu'on créerait ainsi une masse critique, qu'on aurait plus d'installations pour encourager ce commerce, et que ce serait la manière la plus efficace qui soit d'exporter nos produits—et nos services, dans une certaine mesure—de l'autre côté de la frontière.

Où sont ces corridors binationaux? Je comprends que vous vous intéressiez à votre corridor à vous, mais êtes-vous allé voir ailleurs au Canada, et y a-t-il d'autres corridors binationaux dont nous devons faire la promotion, qu'il faut développer, encourager?

**M. Garry Douglas:** Il est sûr qu'il y en a plusieurs sur lesquels on travaille activement en ce moment. Aucun d'entre eux n'a été créés artificiellement. C'est le monde qui décide que ces régions vont s'imposer; il s'agit simplement pour nous de savoir si nous allons les exploiter intelligemment, si nous allons supprimer tous les obstacles et optimiser leur valeur.

Il y a évidemment le corridor Québec-New York et à l'ouest, le corridor New York-Ontario, qui traverse en fait la région de Détroit-Windsor et de Samia-Michigan. Vous avez de ce côté une sorte de couloir qui traverse une seule province mais deux États. Dans une certaine mesure, le corridor Québec-New York traverse aussi la voie maritime du Saint-Laurent jusqu'aux Grands Lacs. Il y a donc là aussi une connexion entre deux régions qui est vitale.

Dans la région de la Cascadie, qui chevauche la Colombie-Britannique et l'État de Washington, le secteur Vancouver-Seattle est d'une importance critique. Au centre, dans la Région de la Grande plaine—qu'on appelait autrefois la région de la rivière Rouge, mais je crois qu'on dit aujourd'hui la région de la grande plaine—il y a beaucoup de collaboration interfrontalière dans cette région centrale. Cette collaboration n'est pas tellement axée sur une autoroute, un système de transport; il faut voir plutôt le portrait d'ensemble, la

circulation des denrées dans une région qui chevauche plusieurs provinces et plusieurs États.

Ce sont les principaux corridors. Il y en a plusieurs qui sont moins importants. Et quand je dis « moins importants », c'est parce que les niveaux de collaboration et de circulation sont moins élevés en ce moment, mais ils présentent beaucoup de potentiel. Par exemple, je pense qu'avec un peu d'aide, une certaine réflexion et une action plus stratégique, on pourrait faire beaucoup plus de choses dans le corridor unissant la Nouvelle-Angleterre et les provinces maritimes. Cela tombe sous le sens.

● (1725)

**M. Andy Savoy:** Je suis des Maritimes, et il y a quelques points frontaliers là-bas qui sont très importants.

Je m'adresse aux astronomes, et j'aimerais qu'on reparle de la R et D dans son sens traditionnel. Je pense que la R et D va progresser, ce qui fera aussi progresser nos économies, et elle sera essentiellement axée sur l'industrie, avec le soutien des universités et des instituts de recherche. À votre avis, est-ce que cela fait problème pour l'industrie de l'astronomie en tant que tel? D'après ce que je vois en ce moment, la R et D qui se pratique dans l'industrie est essentiellement parrainée par le gouvernement, ou axée sur le gouvernement, avec des partenariats qui se développent ensuite avec le secteur privé, l'AMEC par exemple.

Est-ce que je me trompe? J'essaie d'établir un parallèle avec d'autres secteurs, si vous comprenez ce que je veux dire. Quel est votre avis à ce sujet? Est-ce que cela crée plus de difficulté pour l'industrie de l'astronomie?

**M. Michael Jolliffe:** Je vais répondre pour notre groupe puis donner la parole aux autres.

Dans notre cas, cela commence dès le début du travail. Selon la nature du projet, on se mettra à l'oeuvre d'abord au CNRC, par exemple, après quoi on fera appel à des partenaires de l'extérieur. Quoi qu'il en soit, dans tous les établissements et dans le cas de tous les projets, nous commençons dès le lancement, sans aucun délai.

Nous avons donc des rapports avec l'extérieur dès le début, et non seulement avec le gouvernement, mais aussi avec les universités. Les trois milieux sont représentés à la table dès le point de départ.

**M. Andy Savoy:** Êtes-vous en train de dire que c'est l'industrie qui prend l'initiative? C'est ce que je me demande. Sur le plan international, lors du lancement de projets, est-ce... peut-être pourriez-vous m'expliquer un peu le processus suivi.

Au fond, ce que je demande, c'est si ce sera difficile.

**Mme Gretchen Harris:** Ce sont les scientifiques qui veulent effectuer la recherche qui font démarrer le processus, dans les universités et dans les laboratoires du CNRC. Ils se concertent pour choisir les questions sur lesquelles ils tiennent à travailler et pour s'entendre sur ce dont ils ont besoin pour effectuer ce travail. Ensuite, ils s'adressent à des gens de petites et de grandes entreprises, afin de discuter de la manière dont on peut s'y prendre pour trouver les solutions recherchées, grâce aux nouvelles technologies et possibilités.

Le processus a donc toujours pour moteur des idées et des questions scientifiques. Ensuite vient la collaboration avec l'industrie, et elle suit d'ailleurs fort bien.

**Le président:** Est-ce tout, Andy?

Je crois que Brad et John vont conclure, je leur cède les dernières minutes.

**M. John Duncan:** J'aimerais poser à nouveau une question à Manon, car je ne l'ai jamais vraiment bien formulée. Est-il juste de penser que les 19 centres des sciences dont nous discutons, les 19 dans les 20 villes les plus importantes dont vous parliez, vont recevoir une proportion considérable du soutien financier fédéral?

**Mme Manon Thériault:** Non.

**M. John Duncan:** Il n'est pas juste de dire cela? Bien.

Maintenant, j'aimerais adresser une autre remarque à M. Garry Douglas.

Je ne crois pas me tromper en disant que bon nombre de Canadiens, y compris des parlementaires, ne se rendent pas compte de la réorientation qui a eu lieu aux États-Unis. Le Sud de votre pays est sans conteste devenu son centre économique. Cela a aussi beaucoup d'importance sur le plan politique.

Récemment, les États-Unis ont annoncé la nomination de deux nouveaux ambassadeurs, l'un au Mexique, l'autre au Canada. Il me paraît très révélateur que l'ambassadeur américain au Mexique connaisse très bien le pays de son nouveau poste : il parle l'espagnol, est d'origine hispanique et s'est probablement rendu au Mexique à tous les ans au cours des 30 dernières années. En revanche, le nouvel ambassadeur au Canada n'y a pas mis les pieds en 30 ans.

C'est ce qui se passe. Aussi, à chaque fois qu'un parlementaire canadien ou qu'une autre personnalité éminente insulte notre voisin du Sud, cela sape nos rapports avec lui.

Quoi qu'il en soit, de nombreux Canadiens sont au courant de cela, le reconnaissent. Nous espérons certainement pouvoir revenir à nos rapports de naguère, où nous étions fiers d'être un voisin sur qui on pouvait compter. C'est certainement un sentiment largement partagé au Canada.

• (1730)

**Le président:** Le dernier mot sera accordé à notre invité de l'étranger.

**M. Garry Douglas:** Il y a quelque chose d'important à souligner ici, si vous me le permettez. Vous avez mentionné le fait que le Canada doit comprendre ce qui se passe aux États-Unis afin d'obtenir la réciprocité, c'est-à-dire une connaissance de la part des Américains des rapports entre nos deux pays et des enjeux à leurs frontières communes. Pour ma part, j'ai dit à quel point la connaissance qu'ont les Américains du Canada est superficielle. Or, la population américaine se déplace vers le Sud, et le pouvoir politique lui emboîte

le pas. En effet, à tous les dix ans, il y a une ré-attribution des sièges du Congrès, et les États du Nord auront de moins en moins d'élus.

La situation deviendra donc de plus en plus difficile. Déjà, seuls quelques membres du Congrès connaissent quelque chose de la frontière canadienne, et à tous les dix ans leur nombre diminuera.

**Le président:** C'est un point intéressant.

Brad, aimeriez-vous dire quelque chose?

**M. Bradley Trost:** J'imagine que nous avons plus ou moins épuisé le temps qui nous est alloué, mais j'aimerais remercier tout le monde ici. Cette séance a été fort appréciée. Le sujet était un peu vague, mais je crois que, grosso modo, tout s'est déroulé plutôt bien.

Monsieur Douglas, dans votre mémoire, vous parlez de « Frontière, Frontière, Frontière », de « Transport » et de « Collaboration en matière de développement économique ». Eh bien, lorsque nous avons posé les questions, nous avons abordé un petit peu le sujet des transports, et des frontières, mais en ce qui concerne la collaboration en matière de développement économique, c'est-à-dire les pour et les contre, j'aimerais savoir si vous aimeriez nous faire part de nos dernières observations. À part les transports et les frontières, quels seront les autres irritants?

De plus, avez-vous détecté des possibilités de collaboration en particulier?

**Le président:** Pouvez-vous tout faire en 45 secondes, Garry?

**M. Garry Douglas:** Je crois que ce sont les secteurs de la technologie qui constituent les meilleures possibilités—cela comprend la neurotechnologie, la biotechnologie, etc.—et il faut se brancher à cette puissance encore plus grande qui résultera de la facilitation et la promotion de la collaboration. Je n'y vois pas de barrières, il faut simplement encourager cette collaboration et s'assurer qu'il y ait des gens qui vont pouvoir la faciliter et faire avancer les dossiers. C'est surtout ça qui va faire bouger les choses.

**Le président:** Au nom de tous les membres du comité, je peux dire avec une certitude absolue que cette table ronde a été excellente. Oui, vous représentez divers secteurs de l'économie, mais nous cherchons tous à régler le même problème, c'est-à-dire, comment accroître la rentabilité du Canada et faire mieux pour tous nos citoyens.

Je tiens à vous remercier tous d'avoir pris le temps de vous joindre à nous aujourd'hui.

La séance est levée.









**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**